



JEUDI 13 FÉVRIER 2020

« 17 septembre 2019 : début du plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité. »

- ▶ **L'EFFONDREMENT, PARLONS-EN... LES LIMITES DE LA COLLAPSOLOGIE** p.1
- ▶ **Que contient un puits de carbone ? Pourquoi Mère Gaïa ne peut-elle pas l'utiliser pour nous sauver d'une catastrophe ?** (Ugo Bardi) p.22
- ▶ **Le Green Deal de l'UE est un exercice colossal de Greenwashing** p.25
- ▶ **La bombe à retardement qui pourrait écraser les marchés du pétrole** p.27
- ▶ **EFFICACITÉ LUMINEUSE** (Vaclav Smil) p.29
- ▶ **Les colonies de manchots ont baissé de 77% au cours des 50 dernières années** p.31
- ▶ **Convention citoyenne sur l'écologie, acte 5** (Michel Sourrouille) p.32
- ▶ **A L'AUBE DE L'EFFONDREMENT...** (Patrick Reymond) p.33

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Je vous avertis,... Le monde ne financera plus nos excès !** p.35
- ▶ **« La FED parle... les marchés montent encore plus ! »** (Charles Sannat) p.36
- ▶ **Le pire de l'impact est encore à venir pour le marché pétrolier** (Charles Sannat) p.38
- ▶ **Le chaos américain, à lire absolument , en Français.** (Bruno Bertez) p.39
- ▶ **Lagarde pilote, si on peut dire, les yeux fixés sur le rétroviseur. Elle ne voit pas le mur.** (Bruno Bertez) p.39
- ▶ **Les rythmes déphasés d'une crise globale** (François Leclerc) p.41
- ▶ **Les ODS Bruxellois (Oints du Seigneur) ne changeront jamais.** (Charles Gave) p.41
- ▶ **Jerome Powell présente son diagnostic économique devant le Congrès, quid du "repo" ?** (P. Béchade) p.45
- ▶ **Les élites jouent votre retraite aux dés** (Bruno Bertez) p.46
- ▶ **Les chiffres, ces menteurs patentés** (Bill Bonner) p.47

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

L'EFFONDREMENT, PARLONS-EN... LES LIMITES DE LA COLLAPSOLOGIE

Jérémie Cravatte 2019

[Jean-Pierre : texte beaucoup trop idiotlogique.]

REMARQUES

UN CONSTAT PARTAGÉ SUR LA SITUATION ÉCOLOGIQUE	p. 03	p. 07
LES LIMITES IMPORTANTES DES DISCOURS DE L'EFFONDREMENT		p. 09
La collapsologie est présentée à tort comme une science	p. 10	
L'approche est occidental-centrée	p. 11	
L'effondrement est une notion confuse	p. 12	
La plupart des discours de l'effondrement désarment et dépolitisent	p. 17	
L'appel au deuil et à l'acceptation indifférenciée	p. 17	

Le fantasme d'une renaissance plutôt que le déjà-là	p. 20
La naturalisation des rapports sociaux et la notion de « verrouillages »	p. 23
Le retour du mythe « tou.te.s dans le même bateau »	p. 26
Les réponses à côté de la plaque et les dérives réactionnaires	p. 30
PERSPECTIVES POUR EFFONDRE·E·S	p. 37
POUR ALLER PLUS LOIN	p. 41
QUELQUES NOTIONS ET PERSONNES	p. 43
GLOSSAIRE POUR EFFONDRE·E·S	p. 45

Illustration de la couverture © Jérôme Becuwe, 2018

Un cycle sur l'effondrement 1 a été organisé à Barricade en novembre/ décembre 2018. Il a donné naissance au groupe Les Effondrés ardentes. Je voudrais remercier ces personnes pour avoir, entre autres choses, nourri mes réflexions sur le sujet.

Précision sur l'intention de cet article : il y a une dizaine d'années, je parlais assis dans l'herbe avec mes parents de la probabilité d'un fascisme vert et de métropoles bientôt transformées en immenses cimetières. Nous étions à moitié angoissé·e·s et à moitié enthousiastes de « vivre » cela. Nous nous imaginions des personnes affolées par le fait de ne plus pouvoir utiliser leur voiture, enragées devant leurs supermarchés fermés et perdues sans leur téléphone intelligent. Bref, j'étais un public acquis pour les discours de l'effondrement et les ai accueillis avec soulagement. Cet article n'a donc pas pour objectif de critiquer pour le plaisir de critiquer, ni de s'intéresser à des personnes en particulier, mais bien de proposer des autocritiques pour « effondré·e·s » – de continuer à regarder ensemble plus loin et plus précis.

Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde. **Albert Camus** ¹

UN CONSTAT PARTAGÉ SUR LA SITUATION ÉCOLOGIQUE

La sixième extinction de masse* est en cours. Elle est beaucoup plus rapide que les précédentes et concerne potentiellement l'ensemble des espèces, ce qui est inédit. Plusieurs limites écologiques ont déjà été franchies (destruction de la biodiversité, concentration des gaz à effet de serre, déforestation et dévastation des sols, pollutions en tous genres) tandis que d'autres sont en passe de l'être (acidification des océans, raréfaction de l'eau douce). C'est du caractère habitable ou non de la planète dont il est désormais question.

À ces limites dépassées s'ajoute celle de la raréfaction des « ressources naturelles » non renouvelables : les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) et les minerais, utilisés pour à peu près tous les biens et services actuels (dont la production d'énergies dites renouvelables).

Nous sommes sur terre depuis des centaines de milliers d'années, mais ces dépassements ne se sont enclenchés que depuis deux siècles (depuis l'expansion du capitalisme), et plus particulièrement depuis la deuxième moitié du xxe siècle – soit très récemment. C'est ce qu'on appelle la grande accélération*.

Concernant les dérèglements climatiques*, dépasser une augmentation globale de 1,5 °C (à l'horizon 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle) enclencherait un emballement climatique dont nous ne pouvons mesurer l'ampleur. De nombreuses boucles de rétroactions* existent et nous risquons de nous diriger vers une planète étuve*. Nous sommes à 1 °C de réchauffement et nous pouvons déjà observer aux quatre coins du monde ce que cela produit. Les effets ne font malheureusement que commencer. Or, les causes de ces dérèglements continuent plus que jamais d'être alimentées et la trajectoire actuelle nous mène vers une augmentation de 4 °C, 5 °C ou

plus. À titre de comparaison, la différence de température entre l'ère pré-industrielle et la dernière glaciation était d'environ 5 °C.

Un basculement écologique est donc en cours et il est irréversible dans plusieurs de ses aspects. Il ne s'agit pas d'une « crise » qui pourrait être suivie d'un retour à la situation antérieure. Il ne s'agit pas d'un événement instantané, ni homogène dans l'espace, ni linéaire dans son intensité. Seule l'ampleur de ces basculements écologiques peut, et doit, être réduite.

Les collapsos participent à forcer la prise en compte plus que nécessaire de ces constats, qui sont largement niés depuis les années 1970 au moins. Malheureusement, leur manière de présenter les choses n'aide pas forcément à être lucide sur la situation et à y réagir en conséquence.

LES LIMITES IMPORTANTES DES DISCOURS DE L'EFFONDREMENT

Voici plusieurs définitions de « l'effondrement » utilisées par les collapsos.

Elles sont particulièrement vagues :

« — Baisse rapide et déterminante d'un niveau établi de complexité socio-politique. » (Joseph Anthony Tainter)

« — Réduction drastique de la population humaine, et/ou de la complexité politique, économique, sociale, sur une zone étendue et une durée importante. »
(Jared Diamond)

« — Situation dans laquelle les besoins de base (eau, énergie, alimentation, logement, habillement, mobilité, sécurité etc.) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi. » (Yves Cochet)

« — [Terme faisant référence à] l'effondrement de notre civilisation thermo-industrielle et/ou des écosystèmes et espèces vivantes, dont la nôtre. » (Pablo Servigne et Raphaël Stevens)

« L'effondrement » défini comme tel concerne tous les aspects d'une société. Les basculements écologiques (ou une crise financière, une guerre, etc.) joueraient le rôle de déclencheur de cet effondrement généralisé.

« "L'effondrement" défini comme tel concerne tous les aspects d'une société. »

La « collapsologie » n'est pas une nouvelle science, c'est un discours qui utilise des sciences existantes. Ce ne devrait pas être un problème, il n'y a pas besoin d'être une « science » – avec tous les dogmes propres au scientisme – pour proposer des analyses et perspectives intéressantes et utiles.

Malheureusement, une confusion est entretenue – autant par les collapsos que par ceux qui les invitent à intervenir en tant que tels – sur la « naissance d'une nouvelle discipline scientifique transdisciplinaire ». Cette revendication de scientificité est parfois présentée comme une boutade, mais cette « boutade » est reprise et alimentée (presque) unanimement. Cela affaiblit inutilement les discours collapsos et prête le flanc aux accusations stériles de « pseudo-science ».

Premièrement, cette manière de présenter les collapsos crée une hiérarchisation de fait entre les « spécialistes » et les autres. Comme si on avait besoin de reproduire ce biais, caractéristique des sociétés occidentales, pour penser et agir sur la situation. Cela freine une appropriation large de la thématique.

Deuxièmement, cela a pour effet de donner l'impression à l'audience qu'elle prend connaissance d'une réalité objectivée (et donc méthodologiquement vérifiable) plutôt que d'un discours. Cela implique, par exemple, que des raccourcis opérés entre plusieurs phénomènes (une crise financière, une sécheresse, une famine, une guerre) tiendraient de la méthode scientifique plutôt que de l'interprétation. Comme le souligne Elisabeth Lagasse, le melting-pot opéré entre sciences naturelles et sciences sociales induit une naturalisation des rapports sociaux qui

n'est plus discutée. Assumer qu'il s'agit d'interprétations à mettre en débat serait bien plus utile. En lieu et place de cela, les personnes qui critiquent ces interprétations sont régulièrement accusées d'être dans le « déni ». Cette réaction est particulièrement grave lorsqu'on prétend relever d'une démarche scientifique, qui se définit par la contradiction et par la nécessité pour l'énoncé d'être questionnable.

Enfin, cette ambiguïté nourrit le sentiment que l'effondrement généralisé est une hypothèse, un modèle qui se vérifiera ou non, un événement qui aura lieu ou non. On appelle d'ailleurs ces discours « théories de l'effondrement ». Or, la question n'est pas là. La situation écologique et sociale n'est pas une hypothèse. En alimentant cette ambiguïté, on détourne de l'essentiel et on se fait plutôt mousser avec des pronostics « d'effondrement systémique global » – logique poussée à la limite du risible lorsque des dates du phénomène sont prophétisées.

« — Bon, en gros, l'effondrement au sens où je l'entends, c'est dans les années 2020. Entre 2020 et 2030, à cinq années près bien entendu, je ne suis pas Madame Soleil ni Nostradamus. » (Yves Cochet)

« — Les théories de l'effondrement doivent être prises au sérieux [...]. [Mais] il n'appartient pas aux responsables politiques de trancher quant à leur pertinence ou leur probabilité. » (Cabinet de la ministre de l'environnement bruxelloise Céline Fremault)

« — Est-ce que vous adhérez à ces théories, en tout cas à cette étude de chiffres, qui peut mener à penser que nous sommes peut-être au début de la fin de notre civilisation ? » (Canal+)

L'approche est occidentalocentrée

« — La question est alors : quand l'effondrement atteindra-t-il l'Occident ? »

(Julien Wosnitza)

« — L'effondrement de la civilisation occidentale » (Naomi Oreskes & Erik Conway)

Les discours de l'effondrement s'inquiètent avant tout du devenir de « notre » civilisation* et ils assimilent la fin de celle-ci à la fin du monde. Pour être plus précis, ils s'inquiètent avant tout de l'avenir des classes moyennes des pays industrialisés – c'est-à-dire de moins d'une personne sur cinq dans le monde. C'est l'effondrement de « nos » modes de vie qui est mis au centre des préoccupations par les discours collapsos. Nous sommes en pleine « plainte de l'homme blanc » comme le fait remarquer Émilie Hache . Cette réaction ethnocentrée est compréhensible, mais il faut l'assumer et situer ce récit. Or, les collapsos (avec certaines exceptions, comme Renaud Duterme) préfèrent le présenter comme une analyse totalisante, globalisante.

Ce qu'ils décrivent concerne déjà depuis bien longtemps une énorme partie de la population mondiale. Les personnes qui vivent ces réalités n'ont pas besoin des imaginaires post-apocalyptiques pour être lucides sur la situation, se battre et vivre.

« Les discours de l'effondrement s'inquiètent avant tout du devenir de "notre" civilisation [...] » « Les exemples, prospectives, anticipations et – surtout – pistes de réponses portées par les récits collapsos ne concernent quasiment que l'imaginaire lié au cadre urbain des classes moyennes blanches de l'hémisphère Nord. »

« Le problème, c'est d'effacer la majorité des situations vécues en temps réel, sous prétexte qu'elles sont autres, alors qu'elles sont au centre des basculements écologiques en cours et à venir. »

Il est d'ailleurs interpellant d'observer que ce concept d'effondrement fasse si peu sens en dehors de nos milieux aisés et en dehors de nos latitudes.

Les exemples, prospectives, anticipations et – surtout – pistes de réponses portées par les récits collapsos ne concernent quasiment que l’imaginaire lié au cadre urbain des classes moyennes blanches de l’hémisphère Nord (et parfois de la classe supérieure). Lorsque les sociétés moins industrialisées sont citées, c’est généralement pour prétendre qu’elles seront moins touchées par cet effondrement puisqu’elles seraient moins dépendantes des énergies fossiles, et donc plus résilientes*. Il s’agit d’une analyse totalement hors sol au regard des effets dramatiques des basculements écologiques sur ces sociétés (dont elles sont les dernières responsables) et de la violence actuelle du néo-colonialisme. D’autres références à « l’autre » sont utilisées dans ces discours, soit pour s’en inspirer s’il pratique d’autres manières de se rapporter à l’écosystème (utilitarisme), soit pour évoquer la solidarité s’il s’agit de la figure du/de la réfugié·e (humanisme). Dans les deux cas, la réflexion se pose toujours à partir d’un « nous » occidental-centré et de ce qu’il va se passer « ici ».

« — [...] on peut aussi aller chercher la sagesse de ceux qui ont déjà vécu un effondrement, en se mettant par exemple au service des réfugiés. » (Vincent Wattlelet)

Alors, bien sûr il faut partir de là où l’on est, et surtout profiter des prises de conscience supplémentaires provoquées dans nos régions par les canicules, inondations, coulées de boues, manques de pluie et de neige, crues basses, oiseaux qu’on n’entend plus, insectes qu’on ne voit plus... Ce n’est pas le fait de partir de « nos » réalités et de « nos » vécus qui constitue le problème, c’est l’approche narcissique qui consiste à faire tourner l’avenir du monde autour de cela. Le problème, c’est d’effacer la majorité des situations vécues en temps réel, sous prétexte qu’elles sont autres, alors qu’elles sont au centre des basculements écologiques en cours et à venir.

L’effondrement est une notion confuse

Étymologiquement, un effondrement fait référence à l’état d’une chose qui s’écroule sur le sol, sur le fond (du latin fundus). Une infrastructure, un bâtiment, un objet, un corps s’effondrent littéralement, physiquement. Pour le reste, l’état psychologique d’une personne, un régime politique, une société, une économie, une entreprise, il s’agit d’une métaphore (très parlante, mais d’une métaphore).

La confusion commence donc avec le terme lui-même. L’usage du pronominal – « ça s’effondre » – alimente un récit selon lequel les choses s’effondreraient d’elles-mêmes (la biodiversité, la société, la richesse), alors qu’elles se font détruire. Cette confusion portée par le terme lui-même s’amplifie avec son caractère fourretout. Qu’est-ce qui est en train de s’effondrer selon les collapsos ? Les écosystèmes, le capitalisme, la finance, l’économie, la « modernité », la « culture occidentale », la société, les repères, la « complexité », la démocratie libérale, l’État, la légitimité de l’État, les services publics... ? Il s’agit en fait indistinctement d’un peu tout cela à la fois dans la notion de « l’effondrement » .

Ce diagnostic erroné de la situation se justifierait par la grande fragilité des piliers de nos sociétés, par leurs profondes interconnexions et par leurs chutes potentiellement simultanées (la perfect storm*) – la « chute » d’un élément pouvant alors provoquer un gigantesque effet domino sans appel. Les grandes banques, le réseau Internet, les centrales énergétiques, les chaînes d’approvisionnement, les infrastructures de communication, les modes de transport, les stabilités politiques (entre autres choses) sont en effet fragiles et reliés par de nombreux mécanismes. Mais ce n’est pas parce que tout est lié qu’il faut tout mélanger. Ce n’est pas parce qu’il y a corrélation qu’il y a causalité. Les discours collapsos amalgament malheureusement sous ce mot valise d’effondrement des changements irréversibles – qu’on ne peut, en effet, que tenter de limiter et préparer (comme la destruction de la biodiversité et l’emballage climatique) – avec des changements totalement réversibles (comme la montée des fascismes, le transhumanisme* ou la financiarisation du monde). Naturaliser les grandes tendances actuelles est une manière de fermer les possibles, voire de prétendre à une fin de l’histoire. Nombre de collapsos et d’effondré·e·s ont d’ailleurs le défaut de vouloir reconnaître dans chaque mauvaise nouvelle (jusqu’à des attentats) un nouveau signe qui confirmerait leur « théorie » d’effondrement

généralisé, indépendamment du caractère réversible ou irréversible de ce qui l'a provoqué et de ce qui en détermine l'intensité.

De manière plus générale, les récits de l'effondrement présentent des chaînes de réactions (crises > pénuries > guerres, etc.) comme des phénomènes mécaniques alors qu'elles dépendent de facteurs socio-politiques (par définition changeants) qu'il est nécessaire de prendre en compte. Utiliser les exemples de Cuba en mettant les embargos au second plan ; de Détroit sans s'intéresser à la ségrégation urbaine ; des suicides paysans en Inde en taisant les systèmes d'endettement privés et les accaparements de terres ; de la Syrie sans parler des conflits internationaux ; de la Grèce en oubliant la Troïka ; du Venezuela sans prendre en compte la géopolitique du moment ; etc. n'est pas sérieux. S'intéresser aux réactions des populations dans ces situations difficiles, ou rappeler le rôle qu'ont pu y jouer les facteurs écologiques est pertinent. Le problème est de présenter ces situations comme des illustrations d'effondrements indépendamment de ce qui les a provoquées et/ou rendues si violentes. Par exemple, la mobilisation récurrente de l'exemple syrien pour illustrer une situation d'effondrement est assez violente, puisqu'il s'agit de comparer ce qui pourrait « nous » arriver en termes d'adaptation écologique avec des bombardements, fusillades et tortures volontaires.

« — L'effondrement c'est une concaténation systémique, une chaîne de causalité au sein du système industriel, qui menace ce système de basculer dans un état inconnu qui serait un état d'anomie et de chaos. » (Agnès Sinäi)

« — C'est le constat que tous les systèmes complexes, hyperconnectés (les organismes, la finance, le climat...), lorsqu'ils sont soumis à des chocs répétés, sont résilients : ils gardent leur fonction, s'adaptent, se transforment... Mais il y a un seuil au-delà duquel ils basculent, où toutes les boucles de rétroaction s'emballent, et alors le système s'effondre brutalement. » (Pablo Servigne)

« — L'élection de Trump c'est un symptôme de l'effondrement. » (Renaud Duterme)

Cet aspect fourre-tout est présenté comme le point fort des discours collapsos, alors qu'il en constitue précisément la plus grande faiblesse. Avoir une vision globale est nécessaire, tout mélanger est contre-productif. Les visions holistiques et les pensées systémiques – qui ne compartimentent pas absurdement la réalité en thématiques ou domaines fictivement séparés (exemple : concevoir l'écologique, le social et l'économique comme des entités autonomes est un non sens) – ont heureusement toujours existé. Constaté et analysé les interconnexions à l'œuvre dans nos sociétés n'a rien de neuf. Or, les collapsos prétendent innover en la matière, alors qu'ils le font de manière peu détaillée.

« — Si la finance s'effondre, ça fait des effets de contagion qui font des effondrements économiques. Effondrement financier, c'est quand il n'y a plus rien dans les guichets automatiques, c'est l'Argentine en 2001. Si ça se propage à un effondrement économique par les chaînes d'approvisionnement, ben ça fait plus rien dans les magasins. Et là tu te poses des questions, est-ce qu'on souhaite ça ? Ça peut dégénérer, en chaos social, politique. L'effondrement politique c'est l'URSS en 1989, t'as un retour des mafias etc. Si on va plus loin, l'effondrement social c'est la Lybie, c'est Mad Max quoi, y'a plus d'État, y'a plus rien. Qu'est-ce qu'on souhaite, qu'est-ce qu'on souhaite pas ? [...] Le problème c'est que tout est interconnecté. Tu souhaites l'effondrement du capitalisme ? Mais si il s'effondre, il y aura d'autres choses qui vont s'effondrer parce que tout est lié. » (Pablo Servigne)

Il est par exemple courant chez les collapsos de présenter la prochaine crise financière comme le déclencheur d'un « effondrement systémique global ». Une crise financière éclate lorsque la valeur d'un nombre important de titres financiers diminue radicalement et rapidement (par exemple, si on acte que des titres financiers liés aux rendements à venir du secteur automobile sont surévalués). Puisque les grandes banques ne possèdent en capital propre qu'environ 5 % du total de leur bilan (c'est-à-dire du total des engagements qu'elles ont pris), elles sont

fragiles et peuvent rapidement tomber en faillite. Lorsqu'une partie de leurs actifs perd trop de valeur, les capitaux propres deviennent rapidement insuffisants pour assumer les pertes. Comme les acteurs financiers savent que d'autres ne pourront plus les rembourser (puisque une partie des titres financiers qu'ils possèdent ne valent plus rien ou presque), un effet de contagion commence. Dans ces cas des centaines de milliards peuvent être détruits par cette « correction » et la question qui se pose alors est : qui paie ? Les petites et moyennes entreprises par leurs faillites, les déclassés par les mesures d'austérité (avec dans ces cas des magasins qui peuvent en effet fermer en grand nombre), ou bien les plus grands actionnaires de ces institutions financières privées, dont le patrimoine accumulé est immense, qui exigent une rente insoutenable et préparent ainsi les crises ? Est-ce que la finance en ressortira renforcée (et non pas effondrée), comme c'est le cas depuis 2008, ou bien en profitera-t-on pour s'en libérer ? Selon les réponses, cela produit une société radicalement différente, beaucoup plus ou beaucoup moins résiliente*. Pourtant, les collapsos ne s'encombrent pas de ces aspects concrets lorsqu'ils parlent « d'interconnexions inextricables » ou de « predicament* » (impasse, situation verrouillée, inextricable). Ils préfèrent naturaliser ces phénomènes comme s'il s'agissait de conséquences mécaniques afin de nourrir leur récit. Ils préfèrent renvoyer à des peurs individuelles en parlant de comptes en banques vidés ou bloqués en Argentine (2001) et en Grèce (2015), comme illustrations d'effondrements financiers puis sociaux, plutôt que d'expliquer comment cela s'est déroulé, qui en a profité et quels autres scénarios étaient possibles.

« — Le risque d'éclatement de bulles financières [...] constitue un autre déclencheur probable d'effondrement global. » (Auguste Bergot) « — Lorsqu'une infrastructure critique du système mondialisé s'écroulera

« Selon les réponses, cela produit une société radicalement différente, beaucoup plus ou beaucoup moins résiliente. »

(la finance ?), toutes les autres feront rapidement de même telle une cascade de dominos. » (Yves Cochet)

Enfin, la confusion porte sur la notion de « civilisation thermo-industrielle* » et sa prétendue fin. Les discours de l'effondrement présentent une série de constats angoissants (à raison) puis expliquent (à tort) que cela correspond à « l'effondrement de notre civilisation thermo-industrielle* ». Cette manière de présenter les choses – qui associe une mauvaise et une bonne nouvelle (la fin du monde et la fin de cette « civilisation » destructrice) – provoque, au mieux, une confusion entre les deux, au pire, un désir de trouver un peu de répit pour cette « civilisation » à laquelle le public s'identifie.

« — Prendre conscience du déclin de notre système industriel, c'est affronter la mort. » (Imagine)

Cette « civilisation » – terme qui est déjà flou – n'est jamais définie clairement, au-delà d'une dépendance aux énergies fossiles et aux infrastructures industrielles. Or, les sociétés actuelles ne se définissent pas par cette seule caractéristique thermo-industrielle mais aussi, ou surtout, par l'accumulation de capital au moyen de l'accaparement par dépossession. C'est cette caractéristique première qui oriente la manière dont la majorité des activités humaines actuelles sont menées. Pour se perpétuer, le capitalisme a besoin du colonialisme, du patriarcat et du productivisme . Ensemble, ils forment les piliers de « notre civilisation », piliers qui ne sont pas en train de « s'effondrer » (et qui ne « s'effondreront » pas tous seuls) mais plutôt de se renforcer. Il faut donc définir plus précisément les concepts que l'on utilise lorsqu'on prétend que « tout va s'effondrer ». Dire que si le capitalisme « s'effondre », d'autres aspects dont nous aimerions qu'ils soient épargnés vont s'effondrer aussi (l'agro-industrie dont une énorme partie de la population est actuellement dépendante, par exemple), c'est mal définir les choses et ajouter de la confusion. Le capitalisme est un système de surproduction basé sur l'extraction par une minorité de la plus-value fournie par le travail d'une majorité, et sur le fait que cette minorité possède les moyens de production (dont la terre). Sortir de ce rapport de production, stopper l'accaparement par une minorité, ne dit rien de la manière dont seraient réorganisées les chaînes d'approvisionnement (aux mains de quelques dizaines de multinationales aujourd'hui). Arrêter la surproduction

pour se limiter le mieux possible aux besoins réels deviendrait à tout le moins une option, ce qui n'est pas possible aujourd'hui (rappelons que plus ou moins un tiers des aliments produits sont jetés avant d'arriver aux « consommateurs »). La raréfaction énergétique, la destruction des sols et de la biodiversité, les pollutions, les dérèglements climatiques sont des problèmes majeurs pour s'alimenter. En quoi la fin du capitalisme augmenterait-il les problèmes plutôt que de les diminuer ?

Concernant l'utilisation des énergies fossiles, il y a une confusion entre échelle et structure. Ce n'est pas parce que les « ressources » se raréfient et que (presque) toutes les activités vont se relocaliser radicalement, que les structures organisatrices actuelles de nos sociétés vont disparaître, que le productivisme va s'arrêter. Il y a à ce propos un défaut important dans la présentation du « pic » (qui est plutôt un plateau) de production des énergies fossiles. Il est sous-entendu, et parfois présenté de manière explicite, que la raréfaction de ces énergies provoquerait l'effondrement du capitalisme. C'est une variante du vieux mythe de l'autodestruction du capitalisme par ses propres contradictions internes. La raréfaction ne provoque pas la fin de rapports de production (au contraire). Le productivisme ira jusqu'au bout, jusqu'à la dernière goutte, si on le laisse faire. Il n'y a (ura) pas de fin du capitalisme mécanique (structure), il y aura « juste » une réallocation des « ressources » disponibles (échelle) et une intensité accrue dans les rapports d'exploitation et dans l'extraction de matière. Ces confusions expliquent qu'on entende si régulièrement au sein de discussions effondrées que « le système » serait « à bout de souffle », que « le capitalisme » aurait « atteint ses limites » et qu'il serait « sur le point de s'effondrer » etc., alors que c'est tout le contraire qui est en train de se passer, il continue actuellement de s'approfondir et de s'étendre.

« — Pas forcément la fin de la planète, mais la fin de notre civilisation, du capitalisme. » (Julien Wosnitza)

« — Ce qui va tuer le capitalisme, c'est la géologie. » (Yves Cochet)

L'appel au deuil et à l'acceptation indifférenciée

Il faut faire le bilan : quels effets ont provoqués jusqu'à présent ces discours de « l'effondrement » ? Ce n'est pas un hasard si les récits de l'effondrement paralysent tellement, si on entend autant de témoignages de personnes chez qui ils ont provoqué insomnies ou pleurs, si autant de jeunes parents font des angoisses terribles, si beaucoup d'effondrés·es n'arrivent plus à dialoguer avec leurs proches, etc. Psychologiser de manière paternaliste les réactions négatives à ces récits ne suffit pas. Ces effets ne sont pas uniquement dus au fait que « les gens » auraient du mal à regarder la réalité en face – ce fameux déni – ou qu'ils seraient bloqués à un stade inférieur de la « prise de conscience 35 ». Au contraire, de nombreuses personnes témoignent se sentir mieux armées une fois informées de la situation écologique. Une fois l'état des lieux établi, et même s'il est difficile, on sait où on met les pieds et on peut commencer à avancer. Il ne faut pas nier les chocs que cet état des lieux peut produire – d'où l'importance d'en parler de manière claire et non confuse – mais les réactions paralysantes proviennent, elles, plutôt du fait que les discours collapsos ajoutent à ces constats une invitation ambiguë à l'acceptation, à faire table rase de l'existant. Faire croire que « tout va s'effondrer » d'un bloc, comme un bâtiment, donner l'impression aux personnes qu'elles n'ont aucune prise sur la situation présente et à venir, c'est alimenter le sentiment d'impuissance, la croyance que nous sommes face à une impasse plutôt que face à une multitude de chemins.

« — Après ça [la lecture du livre Comment tout peut s'effondrer], j'ai vécu deux mois d'angoisse et d'insomnies. Je sanglotais dans la file du supermarché. » (Amandine 36)

Les collapsos endeuillés répondent aux effets négatifs provoqués par leurs discours en ayant recours à la psychologie. Ces réactions difficiles les confortent presque dans leur diagnostic et ils s'attribuent régulièrement le rôle de thérapeutes. La peur, la paralysie, la dépression, la tristesse, la culpabilité, la colère, et ensuite, peut-être, le pardon (sic) sont présentés comme des phases psychologiques inévitables (ou presque, en fonction des individu·e·s) de la fameuse « courbe du deuil ».

« — La période de déni va varier dans le temps, selon les cas. La deuxième phase du deuil est la reconnaissance de la perte [...]. C'est le moment des funérailles lors de la mort d'une personne. La troisième phase, quant à elle, est un mélange d'agitation, d'anxiété, de fièvre, de colère et de déprime. Comme il n'y a pas de solution en vue, on « marche », en se disant que tout cela n'arrivera que dans trois ou quatre générations [...]. Avant la quatrième phase où l'on touche le fond, en comprenant que toute cette agitation est en réalité une forme de déni.

À nouveau, l'approche fourre-tout de l'effondrement dépolitise la question écologique appelant, dans un élan de prétendue « lucidité », à faire le deuil de choses inévitables et de choses évitables. S'agit-il de faire le deuil des services publics tout en continuant à payer des impôts, d'un climat tempéré, de la majorité des espèces vivantes, de « nos » proches, de la moitié la plus pauvre ou la plus riche de l'humanité en premier lieu, du « confort » d'un système de santé équitable ou à deux vitesses... ? À nouveau, il s'agit un peu confusément de tout cela à la fois, sans précisions.

« — Renoncer à ce futur que l'on croyait tout tracé – une pension assurée, des enfants en sécurité, etc. – c'est évidemment un changement radical de perspective, avec une remise en question de notre identité. Face à ce déclin annoncé, le premier réflexe naturel consiste à refuser de voir la vérité en face. [...] ce deuil du monde d'aujourd'hui est particulièrement complexe à réaliser car nous sommes ambivalents par rapport à celui-ci – nous chérissons une large facette positive de notre société (soins de santé, modes de transport, nouvelles communications...) mais nous en détestons d'autres. » (Imagine)

« — La seule "action", pour un humain vivant dans un pays riche, qui pourrait avoir un éventuel effet positif sur l'avenir climatique serait qu'il réduise ses revenus pour atteindre aussi vite que possible un niveau proche du RSA, que plus jamais il n'ait de revenu plus élevé et qu'il ne fasse pas appel à la sécurité sociale ou à une quelconque assurance collective lorsqu'un problème survient (santé, habitation, accidents divers). » (Vincent Mignerot)

Accepter, par exemple, l'idée que la sécurité sociale soit détruite (par sa diminution, disparition, privatisation et financiarisation) revient à renforcer le pouvoir des fonds de pension – qui pratiquent les pires « investissements » destructeurs des écosystèmes et de leurs êtres humain·e·s – ainsi qu'à diminuer radicalement la résilience* et la capacité d'agir de la majorité de la population dès à présent. Accepter qu'un changement radical de circonstances soit en cours ne devrait pas signifier accepter aveuglément plus d'injustices. Déjà aujourd'hui, qui est évacué prioritairement en prévision de tempêtes ou de catastrophes « naturelles » ? Qui est relogé et qui ne l'est pas ? Dans quelles conditions ? Quels quartiers sont prioritairement assistés ou délaissés ? Pour qui les assurances (privées, parfois publiques) fonctionnent-elles ou non ? ... Il est particulièrement violent de parler de deuil de manière indifférenciée dans une société où la majorité des personnes qui meurent jeunes sont les personnes précarisées (des deux côtés de l'hémisphère).

« Si les Colibris nous appellent à faire notre part individuellement plutôt que le nécessaire collectivement, les récits collapsos nous appellent (individuellement et collectivement) à accepter l'incendie et à préparer la renaissance qui y ferait suite. »

« — Ressentir de la douleur est un cadeau, car c'est le signe de nos liens avec [l'ensemble du vivant]. » (Nathalie Grosjean)

« — Qu'est-ce qui va se passer ? On pourra pas tout chauffer. Sans doute on va tous vivre dans une seule pièce etc., mais c'est pas confortable. Si on veut être responsable [...] il faut commencer tout de suite à se demander à quel genre de confort matériel il faut renoncer pour avoir le plus d'humanité possible dans le monde qui nous attend. Plus on arrivera à avoir un regard tendre sur ce qui nous attend – tendre ça veut dire aussi lucide – et plus on pourra avoir de la tendresse pour ses prochains, pour l'humanité, pour soi-même, plus on évitera la violence qui de toute façon nous attend. » (Anthony Brault)

En Grèce, à la suite de la crise provoquée par les banques et des mesures structurelles imposées entre autres par le FMI (Fonds Monétaire International), une grande partie de la population est retournée vivre avec sa famille nucléaire, en se serrant. Suite à une mesure d'augmentation drastique des taxes sur le fioul, de nombreux ménages se sont intoxiqués en brûlant leurs meubles et le bois urbain pour se chauffer . À la même période, le gouvernement facilitait législativement et fiscalement les destructions environnementales sur le littoral. Ce n'est pas demain, c'était hier. Comment les collapsos différencient-ils le deuil du pétrole abondant de l'acceptation de mesures injustifiées ? Ils ne le précisent pas, or c'est là tout l'enjeu.

« — Depuis des années nous nous sommes installés dans un déni parfois flagrant de réalité. On ne peut pas travailler moins et gagner plus, baisser nos impôts et accroître nos dépenses, ne rien changer à nos habitudes et respirer un air plus pur. Non. » (Emmanuel Macron)

Le fantasme d'une renaissance plutôt que le déjà-là

Pour reprendre la fameuse métaphore de l'incendie , si les Colibris nous appellent à faire notre part individuellement plutôt que le nécessaire collectivement, les récits collapsos nous appellent (individuellement et collectivement) à accepter l'incendie et à préparer la renaissance qui y ferait suite. Ce qui brûle dans cet incendie (et, surtout, dans quel ordre), on n'en parle pas trop. Nombre de collapsos préfèrent faire miroiter une possible renaissance après leur effondrement, potentiellement faite de petites communautés résilientes, après qu'une majorité de la population ait été décimée .

Les fascinations pour la fin du monde proviennent entre autres du désir d'un monde nouveau, mais ce renouveau n'advient jamais car dans la réalité les choses se font dans une continuité. Le désert, le « point zéro », n'existera pas, même avec les grandes accélérations écologiques en cours. Ainsi, par exemple, présenter le pic pétrolier* comme une fin rapide et mécanique de cette source énergétique a toujours été une erreur. Ce pic (ou plutôt ce début de plateau) est passé il y a maintenant une quinzaine d'années et on n'a toujours pas vu d'effondrement à la verticale, comme présenté sur les graphiques qui tentent d'illustrer une rupture. Présenter les choses de cette manière-là, c'est effacer les rapports de production et les mécanismes de marché à l'œuvre (dont le passage du conventionnel au non-conventionnel), c'est alimenter un imaginaire de société post-pétrole qui surviendrait subitement alors qu'il reste bien assez (trop) d'énergies fossiles à brûler avant leur épuisement pour que les êtres humains soient décimés par les effets (de plus en plus destructeurs) de leur exploitation (pollutions, réchauffement climatique et destruction de la biodiversité). Un autre exemple de ce récit de rupture est l'image de magasins vides en trois jours, puisque le pétrole « c'est bientôt fini » et que nos villes n'ont presque aucune autonomie alimentaire. Cette image est très efficace pour faire comprendre ce manque d'autonomie, mais elle devrait être présentée comme une illustration théorique utilisée en ce sens, pas comme une réalité. Les magasins ne seront pas vides en trois jours à cause d'un manque énergétique (ils le sont par contre lors de mesures restrictives volontaires), certains de leurs rayons seront de moins en moins approvisionnés. L'électricité ne va pas disparaître, les coupures se feront sporadiquement. Internet ne s'effondrera pas du jour au lendemain, une partie de la population s'en verra déconnectée avec des accès de plus en plus impayables. Les voitures ne vont pas s'envoler d'un coup, ceux qui pourront se permettre de payer du quatre euros le litre continueront de rendre nos villes invivables avec ces véhicules. Les collapsos en sont

conscients, mais ce n'est pas cette continuité – et les rapports de force qui vont les traverser – qu'ils traitent, c'est un imaginaire de rupture.

Comme le souligne avec raison Vincent Mignerot, ce que nous devons traiter aujourd'hui c'est ce qui est déjà là, pas une renaissance fantasmée. Il ne faut pas attendre le prétendu effondrement qui aurait tout remis à plat, ce qui compte est en train d'arriver. Comme l'explique Elisabeth Lagasse, les récits de l'effondrement portent cette idée de désert, de terra nullius (« terre de personne »), qui efface les actrices et acteurs et leurs interactions. C'est un « récit sans peuple ». À tel point qu'une des plus grandes références des collapsos, Jared Diamond, a opéré une réécriture de l'histoire (mais cela ne les empêche pas de s'y référer continuellement).

« — Ces effondrements du passé tendaient à suivre des trajectoires assez similaires [...] : la croissance de la population forçait les gens à adopter des moyens intensifs de production agricole [...] et à étendre les zones cultivées [...] dans le but de nourrir le nombre croissant de bouches affamées. Des pratiques non soutenables entraînaient des dommages portés à l'environnement [...]. Les conséquences pour la société incluaient des pénuries alimentaires, des famines, des guerres entre trop de gens luttant pour trop peu de ressources, et des renversements des élites dirigeantes par les masses désillusionnées. En fin de compte, la population déclinait du fait de la famine, de la guerre ou des maladies, et la société perdait une part de la complexité politique, économique et culturelle qu'elle avait développée à son apogée. »
(Jared Diamond)

Comme le souligne Daniel Tanuro, les sociétés étudiées par Diamond ne se sont pas « effondrées », elles ont été agressées (malgré le sous-titre de son livre « comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie »). Les groupes humains se transforment, mutent, sont détruits, ils ne « s'effondrent » pas. Tanuro cite le livre *Questioning Collapse*, sorti quelques années après celui de Diamond et beaucoup moins connu, dans lequel une série d'anthropologues et d'historiens reviennent sur les « oublis » et « petites » erreurs de l'auteur à succès : les habitants de l'île de Pâques avant l'hécatombe auraient en fait été dix fois moins nombreux que ce que Diamond prétend, et les raids esclavagistes ont eu un impact énorme sur leur soi-disant « disparition » ; les sociétés indiennes Pima et Hohokam ne se sont pas « effondrées » à cause de leur prétendue mauvaise gestion environnementale, mais elles ont dû quitter leurs terres suite à la destruction de l'écosystème environnant par des colons espagnols et étasuniens ; les cités Mayas ont été désertées en raison de causes sociales et politiques, et non parce que leurs habitants auraient mal compris l'agroforesterie (après plusieurs siècles de systèmes agricoles efficients) ; etc. Cette réécriture de l'histoire est dangereuse car elle permet de nier des rapports sociaux (comme le colonialisme et les résistances à celui-ci), voire de les justifier.

La naturalisation des rapports sociaux et la notion de « verrouillages »

Nombre de collapsos parlent de « verrouillages » complexes de la société actuelle (sociaux, techniques et politiques) pour justifier leur posture d'acceptation. Cela pourrait signifier, par exemple, que lutter pour exproprier et socialiser les multinationales de l'énergie (afin de les démanteler ou de les reconvertir, selon les cas) constituerait du « marchandage » (la troisième étape du processus de deuil), c'est-à-dire une forme de déni de l'aspect inextricable (verrouillé) de la situation. C'est une conviction qui peut se défendre – si l'on est convaincu.e que les changements structurels nécessaires à la (sur)vie n'advieront pas – mais ce n'est pas du tout la même chose que de tenter une démonstration conceptuelle de ces changements comme impossibles, qu'il s'agit d'une non-option. Lorsqu'ils font cela, les collapsos doivent au moins assumer qu'ils réduisent les imaginaires et non prétendre qu'ils les ouvrent. D'autant plus que cette manière de présenter les choses nous bloque également pour concevoir comme possibles des changements de moindre ampleur (comme la réouverture de lignes de chemin de fer ou une réforme agraire, par exemple).

« — Un gouvernement qui déciderait d'imposer des mesures drastiques pour limiter la hauteur de chute de l'effondrement ? Il se ferait conspuer par la population et virer aux prochaines élections [...] C'est cadencé, il n'y a aucune solution. L'effondrement est selon moi parfaitement inévitable. Du coup que fait-on me direz vous ? Je serais tenté de dire de vivre, de se préparer à une sobriété heureuse, de faire dans le zéro déchet et le recyclage local, d'essayer de faire le moins de mal possible à la vie et aux animaux autour de soi, de préserver l'échelon du local, de cultiver ses légumes, d'apprendre de nouvelles compétences, de préparer une communauté de compétences diverses, indépendantes, interdépendantes, et résilientes. Et surtout, surtout, on n'oublie pas de s'aimer. » (Julien Wosnitza)

Tous ces actes proposés par nombre de collapsos et d'effondré·e·s sont importants. Ils redonnent du sens, nous font du bien, nous permettent d'être moins délié·e·s de l'écosystème dont nous faisons partie, diminuent nos dissonances cognitives, freinent parfois l'avancée du Marché (parfois elles l'accélèrent malheureusement en créant des marchés de niche), sont matériellement utiles pour les personnes qui peuvent les mettre en place, etc.

« Lorsqu'ils font cela, les collapsos doivent au moins assumer qu'ils réduisent les imaginaires et non prétendre qu'ils les ouvrent. »

« Verrouiller ces réalités, vivantes, mouvantes, avec un récit d'effondrement généralisé qu'il ne resterait plus qu'à accepter et à préparer en attendant la suite est l'un des pires services que l'on puisse rendre aux "générations présentes". »

Par contre, les présenter comme le seul horizon possible, comme les seuls gestes à notre portée au prétexte que les autres seraient inaccessibles dans ce système verrouillé , c'est faux et cela réduit profondément nos imaginaires. Alimenter, par exemple, la mode du « zéro » déchet si c'est pour confortablement oublier qu'on peut (et doit) aussi agir sur l'obsolescence programmée légalisée ou sur le fait qu'Amazon jette plusieurs millions d'objets invendus chaque année, ce n'est pas être lucide. Cette manière de présenter nos leviers d'actions nourrit le sentiment général d'impuissance et dépolitise profondément la question écologique, en confondant agir à son échelle et agir sans conséquence.

Même lorsqu'on est convaincu·e que les choses sont « verrouillées », il est intellectuellement malhonnête – en plus d'être irresponsable – d'invisibiliser les interactions, conflits, solidarités, résistances existantes (et à venir) qui modifient la situation et les manières dont les basculements écologiques sont et seront vécus. Avec ou sans racisme d'État, les réponses données aux catastrophes « naturelles » comme l'ouragan Katrina sont totalement différentes. Avec ou sans austérité dans les services de lutte contre les incendies en Grèce, le monde est différent. Avec ou sans les luttes de Standing Rock ou de Black Lives Matter , le monde est encore différent. Verrouiller ces réalités, vivantes, mouvantes, avec un récit d'effondrement généralisé qu'il ne resterait plus qu'à accepter et à préparer en attendant la suite est l'un des pires services que l'on puisse rendre aux « générations présentes ». Comme le soulignent très justement François Thoreau et Benedikte Zitouni (qui s'inspirent ici de Vinciane Despret), en faisant cela, les collapsos nous appellent à « lâcher ce qui, dans ce monde-ci, respire encore, ce qui y fait sens, sous prétexte de devoir en faire le deuil 59. »

Les collapsos ne nient pas nécessairement cette réalité, certains font même parfois référence aux luttes (surtout celle de la ZAD – Zone À Défendre – de Notre-Dame des Landes pour le pouvoir symbolique qu'elle porte). Cependant, d'une part, ces références sont rares dans les discours collapsos (à part chez Corinne Morel Darleux ou Renaud Dutermie) et, d'autre part, ils présentent les choses comme si tout se valait – des petits gestes « éco-responsables » aux blocages effectifs du désastre.

Cela permet peut-être à une large partie de leur public d'être en paix avec son inaction et de contenter tout le monde, mais cela empêche dans les faits d'identifier les réels freins (et non les verrous) à une limitation effective des dégâts.

Une grande partie des effets dominos ou multiplicateurs, plus ou moins décrits (sans détails) par les collapsos, est en fait le fruit de mécanismes propres aux rapports sociaux actuels – par définition modifiables. C'est une des premières fois que l'humanité expérimente une telle conjonction de « crises », et c'est surtout la première fois qu'elle peut disparaître. Tout ce à quoi nous sommes habitué·e·s (ou presque) est en train de changer, mais quand on a dit cela on n'a rien dit. Une grande partie des bouleversements actuels constitue en fait une adaptation des classes dirigeantes aux nouveaux contextes (il en est ainsi, par exemple, du choix fait par de nombreuses démocraties libérales d'augmenter les niveaux de répression sur leur population, ou encore d'augmenter la digitalisation des services publics et de la vie en général). Naturaliser ces tendances et ces rapports sociaux, en plus d'être une erreur factuelle, ne fait que nous désarmer et nous dépolitiser. Prenons un exemple léger, la fragilité d'un hôpital dépendant de ses apports énergétiques et du réseau Internet. Imaginons des machines qui peuvent s'éteindre ou dysfonctionner, des données de patient·e·s numérisées qui peuvent s'effacer, l'agenda des opérations de chirurgie enregistré sur une application qui peut devenir inaccessible. Cette évolution vers plus de fragilité est le fruit de choix qui ont été, et sont toujours, traversés de conflits. Que ce soit pour les back-ups prévus ou non, la priorité donnée aux énergies de secours ou non, le suivi individualisé des patient·e·s ou non, le renforcement possible des équipes, etc. L'histoire de nos sociétés, qui évoluent soi-disant vers toujours plus de « complexité » avant de s'effondrer, ne sont pas linéaires. Ces complexités ne sont ni extérieures ni supérieures aux êtres humain·e·s qui les produisent, mais en mouvement avec des changements, des retournements, des pas de côté. Des priorités sont faites et défaites. Prendre en compte les interdépendances existantes dans le monde est une chose, estimer que la manière dont les rapports de pouvoir interviennent dans ces interdépendances serait secondaire face à un prétendu « predicament* » (impasse, situation verrouillée, inextricable) en est une autre.

« — Schématiquement, il existe trois niveaux de gravité d'un incident, d'une crise. À chacun correspond une attitude appropriée. Un, la lutte pour supprimer ou limiter les causes si cela est encore possible. [...] Deux, la mise en place de mesures d'adaptation aux effets s'ils sont inéluctables mais qu'il est possible de les atténuer [...]. Trois, l'acceptation de son impuissance à changer le cours des événements si toute action sur les causes ou les effets est vaine [...]. L'analyse lucide [sic] est indispensable pour juger de la gravité de la crise. » (Pierre Courbe)

« — Ne plus prévoir et réagir, mais ressentir et s'adapter. » (Vincent Wattlelet)

« Une grande partie des bouleversements actuels constitue en fait une adaptation des classes dirigeantes aux nouveaux contextes »

« L'idée que leur effondrement traversera toutes les classes sociales, voire que ce sont les plus nantis qui tomberont de plus haut. »

Le propos n'est pas de prétendre qu'avec des changements structurels anticapitalistes, décoloniaux et féministes nous pourrions éviter des chocs et des situations difficiles pour énormément de personnes, et encore moins de prétendre que ce serait alors le paradis sur terre . Il ne s'agit pas de proposer l'option de l'espoir, cette passion triste comme dirait Spinoza. L'espoir (qui signifie aussi l'attente) – d'un sauveur, d'une solution parfaite – empêche d'agir à partir de la réalité et n'amène qu'au désespoir. Il s'agit au contraire de prendre en compte le fait que le degré de violences et d'injustices variera énormément avec ou sans luttes, avec ou sans ces changements structurels. Il s'agit de prendre en compte qu'il n'y a pas de situation verrouillée, puisque des choix sont d'ores et déjà faits et qu'ils donnent des situations d'ores et déjà profondément différentes. Pour réutiliser l'exemple de l'industrie fossile, si toutes les décisions devaient rester orientées par et vers la

maximisation de la rémunération des actionnaires (quels forages ou non, quelles déforestations, quelle production, quelles décentralisation et diversification énergétiques, quels rationnements, quels prix, quelles conditions de travail, etc.) alors nos dépendances seront bien pires et les destructions bien plus rapides et nombreuses.

Le retour du mythe « tou·te·s dans le même bateau »

Partant de leurs propres constats, la question des rapports de pouvoir et de répartition des capacités d'adaptation devrait être la plus intéressante et importante à traiter pour les collapsos. Pourtant, la plupart d'entre eux semblent peu intéressés par ce sujet, et lorsqu'ils en parlent c'est en tant que question annexe à toutes les autres. On a l'impression que les inégalités, identifiées comme une des causes de leur effondrement, n'est qu'une des pièces d'un predicament*, une des réalités verrouillées parmi d'autres. Les références à ces rapports de pouvoir restent donc rares, sauf à nouveau chez Corinne Morel Darleux et chez Renaud Dutermie pour qui il s'agit d'une question centrale. La plupart des collapsos préfèrent même diffuser l'idée que leur effondrement traversera toutes les classes sociales, voire que ce sont les plus nantis qui tomberont de plus haut...

« — Je pense qu'au moment de l'effondrement, qui interviendra pour moi plutôt avant 2030 qu'avant 2050, les riches ne pourront pas s'isoler du reste de la population et continuer comme si de rien n'était. Dans cet effondrement rapide, qui peut intervenir en quelques mois, peut être que seule l'armée tiendra plus longtemps car elle dispose d'à peu près tout : essence, nourriture, etc. Mais pas Emmanuel Macron ou Bernard Arnault, qui sont trop dépendants de l'économie mondiale. » (Yves Cochet)

« — [...] l'issue est sûre : alors que certains d'entre nous commencent déjà à perdre de leurs avantages (salaires, retraites, accès aux soins...), demain, même les plus riches ne pourront maintenir leur niveau de confort et de sécurité [...]. » (Adrastia)

Il est illusoire de penser que l'armée est un corps qui arrête de soutenir la classe dominante autrement que temporairement, c'est-à-dire lorsqu'elle n'y trouve plus son intérêt et y est obligée par la population. Il est également illusoire de penser que les seules « richesses » pourraient être les matières premières et les ressources de base. Les plus riches ne sont pas riches uniquement d'argent, mais aussi de propriétés tangibles, de terres, de matériels industriels, de bâtis, d'influences, de soutiens mutuels qu'ils utilisent et utiliseront pour maintenir leurs privilèges. Si on laisse faire, ils seront les derniers à « ne pas pouvoir maintenir leur niveau de vie ». Pour ne citer qu'un exemple, lorsque Paris était assiégée en 1870, que la population était rationnée et que de nombreuses personnes mourraient de manquements et de maladies comme la variole, les classes les plus aisées étaient les seules à continuer de se nourrir en viande dans les restaurants chics (jusqu'à tuer les derniers animaux du zoo pour pouvoir continuer...). Quelles que soient les conditions physiques, sans changement des conditions sociales, la misère et la pénurie côtoieront toujours l'opulence et l'abondance crasses. Une population en majorité malnutrie, avec un haut taux de mortalité, qui travaillerait de manière précaire pour maintenir le « niveau de vie » des plus aisés (accès aux technologies compris, en passant) n'est pas une dystopie, c'est notre situation actuelle qui serait approfondie. Les plus riches ne s'isoleront pas complètement du reste de la population dans le sens où leurs privilèges continueront de dépendre de l'exploitation de celle-ci, mais ils s'en isoleront dans le sens où ils se « bunkeriseront » encore davantage. La répartition géographique par niveaux de richesses, les ghettos de riches et le fait que nous vivons dans des mondes totalement séparés, qui ne se touchent pas, est un phénomène généralisé et qui n'a rien de neuf. Les plus aisés ne sont pas en train de faire sécession avec le reste de la société comme plusieurs collapsos le rapportent, ils l'ont toujours fait et sont simplement en train d'amplifier le mouvement si on les laisse faire . Les rapports sociaux ne « s'effondrent » pas, ils se détruisent ou se maintiennent.

Puisque l'effondrement traverserait soi-disant toutes les classes sociales, on retrouve sans surprise dans les discours collapsos d'innombrables références à un « nous » indifférencié et au vieux mythe du « nous sommes tou·te·s sur le même bateau » (et son corollaire « on aura besoin de tout le monde »). La plupart des collapsos font ainsi le choix de nier allègrement les intérêts antagonistes présents dans la société, histoire de contenter tout le monde. Or, le problème des prétendues « élites », quel que soit leur niveau d'inconscience et/ou de cynisme, n'est pas leur « déni », mais leur intérêt à ce que rien de fondamental ne change. Il ne s'agit pas d'un problème de personnes (sinon les classes ne se reproduiraient pas aussi facilement), mais de position sociale. D'ailleurs, au vu de la situation écologique et des prises de conscience massives en cours à ce sujet, diffuser et faire accepter au mieux cette fable du « nous sommes tou·te·s dans le même bateau » devient un enjeu central pour la classe dominante.

« — [...] quand ça marche bien, c'est qu'il y a des élus, des entrepreneurs et des citoyens qui travaillent ensemble. » (Cyril Dion)

Alors que plus de 80 % des « richesses » produites par la destruction des écosystèmes (êtres humain·e·s compris·e·s) et que l'émission massive de gaz à effet de serre le sont pour satisfaire 1 % de la population mondiale, ces slogans sonnent comme de l'humour noir . Le rôle que joue notre organisation en sociétés de classes dans l'accélération de la destruction et dans la diminution de la résilience* collective, le rôle qu'elle joue en termes de gaspillage et donc de limitation des marges de manœuvre, est essentiel. Pourtant, d'après la collapsologie, être focalisé·e sur ces implications signifie être bloqué·e au 4e stade de la « prise de conscience » citée plus haut (c'est-à-dire être conscient·e que tous les problèmes sont liés, mais dans l'incapacité de voir le caractère inextricable de ces liens). Si nous étions mieux éveillés·es, nous comprendrions qu'il s'agit d'une grille de lecture périmée et d'une question secondaire. Voilà pour la lucidité...

Et puisque nous sommes tou·te·s dans le même bateau, la plupart des collapsos et des effondrés·es ne manquent pas de nous rappeler que nous sommes tou·te·s un peu responsables de ce qu'il se passe (malgré que certains soient à la barre et d'autres dans la cale du bateau).

« — Cessez de blâmer les gens. Les autres sont tout autant de victimes des temps que nous-mêmes, même les PDG et les politiciens. » (Paul Chefurka)

« — À mon sens, notre échec est notamment fondé sur le fait que, politiquement, quand ça ne marche pas nous nous défaussons toujours sur une partie adverse désignée – les politiques, le capitalisme, les industriels, les lobbys [...]. Nous [sommes] tous acteurs et même commanditaires de l'exaction écologique, puisque ce sont nos revenus, notre confort général qui sont réellement destructeurs. » (Vincent Mignerot)

Les moyennes ont bon dos, elles permettent de cacher les situations (de pauvreté et de richesse) extrêmes par des formules comme « notre confort général » ou « nos revenus ». Elles permettent de faire oublier, par exemple, que la majorité de la population mondiale n'a jamais pris l'avion. Elles montrent à quel point certain·e·s « écologistes » peuvent être déconnectés de la réalité vécue par un nombre croissant de personnes. Lorsqu'on connaît le stress de ne plus trouver de distributeurs avec des coupures de cinq ou dix euros, ou le choix entre faire soigner les dents de son enfant et payer sa régularisation annuelle d'électricité, ces formules sont inaudibles. Alors, bien sûr, les flux de matières dont dépend la personne médiane d'Europe centrale ne sont pas viables et ne sont pas généralisables à l'ensemble de la planète. Bien sûr qu'il est de plus en plus insupportable de voir autant de personnes seules dans leur voiture parcourir moins de deux kilomètres (et encore plus celles qui prennent leur jet, mais elles, on ne les voit jamais alors on ne leur fait pas la morale). Bien sûr qu'il ne faut pas se déresponsabiliser, nous sommes des adultes, mais responsable et coupable sont deux choses différentes. Présenter ces dépendances et ces habitudes de vie comme des choix que nous aurions posé

individuellement et collectivement, de manière libre et affranchie, est le propre du libéralisme qui tente d'effacer les rapports de force. Ces « choix », alignés sur l'objectif plus large de nous faire produire et consommer toujours plus, ne sont pas neutres et ils ont rencontré de nombreuses résistances dont il serait bon de se souvenir.

Même si l'ensemble de l'humanité devait être éradiquée à terme, nous ne serons jamais « dans le même bateau » (uniquement sur le même océan, ce qui n'est pas du tout la même chose) si on ne modifie pas les rapports de pouvoir. Avoir des minutes d'antenne grand public, avoir accès aux colonnes de journaux à (très) large audience, et faire le choix de parler de phénomènes aussi graves sans parler des rapports antagonistes présents dans la société (qui les amplifient) est un choix qu'il faut assumer. Cette manière de présenter les choses, certes catastrophiste mais tout à fait inoffensive pour le pouvoir en place, convient parfaitement aux critères des médias mainstream (nous allons d'ailleurs probablement voir une multiplication des émissions à sensations du type C8). D'autres parlent des limites écologiques dépassées et de leurs conséquences depuis bien longtemps, mais en tirant des conclusions et des propositions incompatibles avec l'ordre établi (Henry David Thoreau, Élisée Reclus, Simone Weil, Murray Bookchin, Ivan Illich, André Gorz – dans l'ordre chronologique).

Les réponses à côté de la plaque et les dérives réactionnaires

Comme d'aucuns le rappellent souvent, les catastrophes ce ne sont pas seulement les événements en tant que tels, ce sont surtout les réponses qu'on y apporte. À ce titre, les réponses proposées et/ou produites par la plupart des discours collapsos ne sont pas adaptées à la situation, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement contre-productives et dangereuses.

Les plus en vogue sont, principalement, (1) la création et le renforcement de petites communautés plus résilientes, (2) le courant survivaliste* et (3) le développement de nos spiritualités.

La première proposition est très importante, mais inaccessible pour l'écrasante majorité de la population sans passer par des luttes collectives (accès à la terre, dépendance à l'emploi, droits de propriété, etc.). Or, cela semble être un détail pour les collapsos. Pour récupérer les moyens d'autonomie qui nous ont été arrachés par la violence durant plusieurs siècles, on ne pourra pas se limiter à nos réseaux de néo-ruraux (à moins que l'on assume que cette proposition leur soit réservée). Le conflit reste entier pour y arriver, surtout si cette reprise d'autonomie prend de l'ampleur, mais ce « détail » reste absent des discours collapsos.

La deuxième proposition n'est pas totalement inintéressante, dans l'idée de se réapproprier des savoir-faire essentiels dont nous avons été coupé·e·s. Mais il ne s'agit pas simplement de cela quand on parle de survivalisme. Si la tendance première du phénomène est d'idéologie libertarienne ce n'est pas un hasard, c'est parce que sa manière de voir la société et de se rapporter aux autres est mue par la peur, et non pas par le désir d'émancipation. Le dernier livre des plus célèbres collapsos appelle à des alliances entre ZAD et BAD* (Bases Autonomes Durables), pourtant l'incompatibilité saute aux yeux. Les ZAD sont basées sur la confrontation pour se libérer, les BAD sur la fuite pour se replier. On ne fait pas société, sécession collectivement, avec des BAD, ni même avec des réseaux de BAD. Le phénomène touche aujourd'hui un public bien plus large que les libertariens, mais cela ne constitue pas en soi une bonne nouvelle. D'une part, il s'agit avant tout d'un énorme marché en pleine expansion, et ce marché n'a rien d'écologiste. D'autre part, c'est une sphère où se croisent désormais « bobos et fachos » – comme l'explique non sans humour Alexandre Dewez dans son superbe spectacle sur le business de la fin du monde – qui offre une tribune discrète mais massive (10 000 personnes lors du deuxième salon du survivalisme qui vient de se tenir à Paris) à des individu·e·s et organisations d'extrême-droite qui, par nature, avancent de manière déguisée et ne peuvent presque jamais côtoyer un public aussi large.

La troisième proposition peut également contenir des aspects intéressants, dans les rares cas où il ne s'agit ni de charlatanisme ni de sectarisme. Prendre soin des émotions et savoir les exprimer, réapprendre à écouter son corps (esprit compris), être capable de s'arrêter pour penser et ressentir, s'appropriier l'enjeu des rituels collectifs (pas ceux des gourous) est très important. Mais, de la même manière que développer nos autonomies (dont la sécurité) peut se faire en dehors du survivalisme, toutes ces choses peuvent se faire en dehors du marché en plein essor du « développement de nos spiritualités ». Le fait que cette proposition ait une place si centrale dans les discours collapsos est une illustration qu'ils sont avant tout destinés à une partie de la classe moyenne occidentale. De plus en plus de personnes qui ne savent plus comment empêcher le rouleau compresseur d'avancer, qui ont abandonné la bataille (ou ne l'ont jamais commencée) s'y réfugient. Cette proposition s'accompagne d'ailleurs du traditionnel appel au travail sur soi avant d'agir. Il s'agit d'une posture infantilissante, en plus d'être inopérante puisque c'est la pratique qui apporte la compréhension, avec ses allers-retours, et non l'inverse. Ce n'est pas la pensée magique ou les références au sacré qui répondent aux angoisses, c'est l'agir. Tout comme ce n'est pas la catastrophe annoncée qui « fait réagir », c'est le sentiment partagé d'une force collective possible. Ce n'est pas le changement fondamental de circonstances qui apportera seul, mécaniquement, un « renouveau de sens », c'est l'émancipation construite ensemble. Malheureusement, cette troisième proposition, à côté de la plaque, occupe une place particulièrement importante dans le dernier livre précité. Les auteurs nous y invitent à compléter la collapsologie (science de l'effondrement) par la collapsosophie* (sagesse de l'effondrement). Lorsque cette « sagesse » se concrétise réellement, c'est sous la forme d'analyses essentialistes* (dont les auteurs se défendent très maladroitement) et d'appels à rejoindre des dérives masculinistes du type « Nouveaux Guerriers ». Avec de telles « perspectives », on peut comprendre que les personnes restent effondrées.

« — Pour affronter ces crises majeures à la fois climatiques, écologiques et économiques, et pour réaliser cet indispensable travail de deuil, les écopsychologues misent notamment sur le travail en groupe. Avec une écoute bienveillante, la mise en place de rituels collectifs, etc. » (Nathalie Grosjean 78)

« — Avant d'agir, et même avant de proposer des pistes d'action, il y a encore des choses à comprendre et un chemin intérieur à faire. » (Gauthier Chapelle, Pablo Servigne et Raphaël Stevens)

D'autres propositions de réponses, plus globales mais également plus rétrogrades, sont régulièrement mises en avant dans les discours collapsos et/ou par les personnes effondrées.

Il y a tout d'abord le grand retour des positions pro-nucléaires (portées entre autres par Jean-Marc Jancovici). Cette proposition, soi-disant « politiquement incorrecte », est partagée et pratiquée par le pouvoir en place. Si cela était encore nécessaire, rappelons tout de même qu'on ne sait toujours pas quoi faire des déchets nucléaires millénaires ; que les dangers d'accidents nucléaires sont immenses et qu'ils vont augmenter

à mesure des dérèglements climatiques, de la montée des eaux et de la raréfaction énergétique (pour refroidir les centrales, entre autres) ; que le « bilan carbone » total de cette industrie est loin d'être aussi intéressant que les lobbys pro-nucléaires veulent nous le faire croire (besoins énergétiques pour les transports, la maintenance, etc.) ; qu'il s'agit d'une industrie privée non rentable soutenue à coups de milliards par la collectivité ; et, enfin, que l'uranium nécessaire à la production d'énergie nucléaire est une « ressource » limitée sur la surface du globe. Il y a ensuite la proposition réactionnaire, et prétendument « taboue », de contrôle démographique (des pauvres et des très pauvres, surtout). Il ne s'agit pas ici de nier le caractère exponentiel de la courbe démographique mondiale depuis la révolution industrielle, et plus particulièrement depuis 1950 (elle suit en cela toutes les autres courbes), ni le fait que les êtres humain·e·s et « leurs » animaux domestiqués représentent aujourd'hui plus de 95 % des vertébrés présents sur Terre. Il s'agit de se demander pourquoi les angoissé·e·s de la

démographie estiment presque toujours que les disparités gigantesques en termes de « pression humaine » sur les écosystèmes sont secondaires, et pourquoi ils ne proposent même pas de lutter contre les gaspillages abyssaux induits par le système de surproduction actuel. Il s'agit surtout de se demander pourquoi ils ne rappellent pas que le droit à disposer de son corps pour les femmes a démontré son efficacité face aux contrôles démographiques patriarcaux, pourquoi ils citent sans cesse la politique autoritaire de l'État chinois sans faire référence aux autres causes qui ont provoqué la baisse de natalité (comme la sortie partielle de la pauvreté) et pourquoi ils ne s'intéressent pas aux exemples voisins contradictoires.

Enfin, on entend de plus en plus la proposition de rationnements et d'efforts de guerre. Il peut être intéressant de s'inspirer de certaines expériences de rationnements plus ou moins équitables qui n'auraient pas mal tourné – même si les plus riches favorisent et profitent toujours d'un marché noir dans ces situations. Mais les collapsos et autres effondré·e·s qui parlent de rationnements donnent très peu de détails pratiques sur comment cette proposition serait appliquée, et font apparemment peu de cas du fait que le point de départ de cette merveilleuse idée est une société profondément inéquitable. Enfin, accompagner cette proposition du langage et de l'imaginaire des « efforts de guerre » (comme par exemple accepter de travailler plus), est loin d'être une bonne idée. La guerre n'est jamais menée ni par, ni pour, l'intérêt collectif.

Au-delà d'appels à s'inspirer de mesures autoritaires, plusieurs auteurs et mouvements ouvertement xénophobes nourrissent l'univers collapsos. Il faut nous rendre compte que ce n'est pas un hasard si les discours de l'effondrement conviennent tant à une partie des extrêmes-droites. Présenter la (prétendue) fin de la civilisation occidentale comme l'effondrement absolu correspond parfaitement au mythe du « grand remplacement » et à l'appel aux replis identitaires. Dmitry Orlov, par exemple, présente ses cinq stades de l'effondrement (chronologiques, attention) comme suit : l'effondrement financier, suivi du commercial, du politique, du social et enfin... du culturel. Le fait que le prétendu « effondrement culturel » soit mis à la fin et soit présenté comme l'apothéose du chaos (avec, depuis lors, l'écologique) ne tombe pas du ciel. Le fait qu'Orlov soit un complotiste xénophobe (et homophobe) n'empêche malheureusement pas les autres collapsos de le citer très régulièrement (en connaissance de cause ou non, selon les cas).

« — Il s'agit [pour les oligarques] de détruire les sociétés occidentales et leurs systèmes de soutien social en les inondant de parasites hostiles, souvent belliqueux, issus de cultures incompatibles. [...] Une autre [méthode des oligarques] est de supprimer [notre] tendance à [nous] reproduire en [nous] convainquant que le sexe biologique n'existe pas et en le remplaçant par un arc-en-ciel de genres, en élevant la perversion sexuelle à un statut social élevé [...] pour une minuscule minorité de gens (généralement moins de 1 % qui sont, par cause d'anomalie génétique, nées gay). » (Dmitry Orlov)

Plusieurs analystes rappellent à ce propos que les discours de l'effondrement proviennent historiquement de courants conservateurs et réactionnaires, qui voyaient dans l'évolution des mœurs (ou dans la révolution sociale, par exemple) des manifestations du déclin ou de la décadence civilisationnelle . Cela ne signifie bien sûr pas que tous les collapsos contemporains sont réactionnaires, au contraire, mais que leurs discours inspirent des propositions réactionnaires et – plus problématique – qu'ils s'en inspirent eux-mêmes souvent, sans les nommer comme telles. Le livre référence de la collapsologie, diffusé à plus de 40 000 exemplaires, dédie plusieurs pages à Dmitry Orlov sans aucune remarque à ce sujet ⁸³. Celui-ci est également inclus dans le « réseau des collapsologues » du site www.collapsologie.fr. Le collapsos d'extrême-droite Piero San Giorgio est également référencé dans le dernier livre référence sans aucune remarque. Ce livre relaie d'ailleurs abondamment les thèses réactionnaires du psychiatre antisémite Carl Gustav Jung sur les soi-disant « archétypes », et sur un nécessaire « retour à nos racines profondes », à nouveau sans aucune remarque concernant l'idéologie de cette source d'inspiration.

Pour terminer sur les réponses à côté de la plaque et/ou réactionnaires, mais dans un tout autre registre, les collapsos ne remettent pas en cause le rôle de l'État (à différencier des services publics, et a fortiori de la sécurité sociale née en dehors de l'État). Ils présentent plutôt son prétendu effondrement comme une des causes des malheurs à venir. L'État et ses fonctions régaliennes (police, armée, « justice ») ne sont pas en train de s'effondrer, au contraire. Les intérêts que l'État sert sont pourtant de plus en plus clairs depuis une dizaine d'années : subsides aux entreprises destructrices et réglementations pro-marché, répression des résistances à l'avancée du marché, impunité et couverture de la criminalité en col blanc, phénomène des revolving doors , privatisation et destruction des services publics, en sont quelques illustrations. Il suffit d'observer comment les institutions étatiques se comportent face aux « effondrements » en cours et face aux personnes qui y répondent (des écologistes de terrain aux citoyen·ne·s solidaires de personnes réfugiées). Certains collapsos se défendent du manque d'analyse politique de leurs travaux en disant que d'autres peuvent développer ce travail (ou qu'ils le feront bientôt), mais ils oublient que leurs discours produisent déjà de la politique. Dans la société en général, mais aussi plus précisément avec l'État (ou le patronat) qui en ont sollicité certains. Leur posture et le contenu de leurs discours – discours de la peur, de l'impasse, de l'acceptation, de la pacification sur le même bateau – risquent en fait surtout de servir (volontairement ou non) le développement d'une « politique de l'effondrement » qui consistera principalement en une adaptation des classes dominantes à la situation afin de maintenir leurs privilèges. Pour être plus précis, à rapports sociaux inchangés, les nouvelles données écologiques seront utilisées (et elles le sont déjà) pour remettre en cause des conquêtes sociales et pour accroître ces privilèges. Afin de garder les pieds sur terre, il peut être bon de lire ou relire les travaux de Naomi Klein sur la stratégie du choc et la montée d'un capitalisme du désastre.

Une autre proposition réactionnaire qui est régulièrement suggérée est l'option autoritaire. Puisque nous n'avons plus le temps, que « les gens » ne sont pas prêts et que l'ampleur du défi est énorme, répondons à « l'urgence écologique » par des « mesures fortes » (par qui, pour qui, on ne sait pas trop). Au-delà du fait que les dictatures ne sont jamais écologistes, il est bon de rappeler que notre rapport aux écosystèmes découle de nos rapports sociaux. C'est là tout l'apport de l'écologie sociale* développée par Murray Bookchin. On entend également de plus en plus d'appels à ce que l'écologie passe au-dessus de toute autre forme de considérations, voire au-dessus des clivages gauche-droite. C'est une ancienne proposition dans l'écologisme, particulièrement réactionnaire. Comme si on pouvait s'émanciper de notre rapport de domination envers le reste du vivant, tout en jugeant les autres rapports de domination secondaires. Cette proposition prétend choisir entre les problèmes plutôt que d'acter qu'ils sont interreliés et qu'ils s'alimentent. Envisager une écologie – qui est censée penser l'ensemble – comme séparée du reste n'a pas de sens. Sur la question des « nouvelles alliances » qui dépasseraient le clivage gauche-droite (insuffisant, certes, mais opérant), il faudrait préciser les intentions pour pouvoir se positionner.

PERSPECTIVES POUR EFFONDRE·E·S

Premièrement, refusons les instrumentalisations de la situation écologique pour justifier de nouvelles injustices et exploitations. Le mouvement des gilets jaunes n'est qu'un avant-goût de cet enjeu colossal. Il a mis à l'ordre du jour la problématique de la fin du pétrole bon marché de manière bien plus efficace que les collapsos et nous autres effondré·e·s n'avons jamais réussi à le faire avec nos beaux discours de pénuries. Les problèmes de production, de répartition et d'accès à des ressources de base ne font que commencer, et alors que des composantes significatives de la population ont décidé d'y réagir collectivement plutôt qu'en se sautant mutuellement à la gorge, nombre d'effondré·e·s ont réagi avec mépris.

Jusqu'à maintenant, les populations ne voient pas grand-chose se concrétiser à part des mesures coercitives qui visent la majorité sociale, et qui ne remettent pas en cause les taux de rendement inutiles et destructeurs des plus grands actionnaires. Pour l'instant, la véritable raison de ces mesures est la répartition entre le capital et le

travail, pas l'écologie. Si les propositions (prétendument) écologistes se font sur des bases injustes, il n'y a aucune raison que cette majorité sociale les accepte, et tant mieux. Ce n'est pas l'écologie en tant que telle qui est irrecevable, c'est le constat d'injustice. Parler aux gens de baisse de « confort » radicale dans un monde où ce « confort » n'a jamais été aussi inégalement réparti, c'est préparer le terrain pour le fascisme. Cette image d'écologiste hors sol nous colle à la peau et empêche les personnes lucides sur la situation et sur leurs conditions de vie de s'y identifier, à juste titre.

Deuxièmement, positionnons-nous clairement par rapport aux propositions réactionnaires présentes dans certains discours collapsos ainsi que sur leurs « inspirations » d'extrême-droite. Comme dirait Gramsci : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». En termes d'équité sociale et de limitation des basculements écologiques, **les fascistes** ne prévoient rien d'autre face au productivisme que la préférence nationale. La seule carte que certains jouent est la prolongation du nucléaire. Il faut saisir cette occasion, nous responsabiliser et les décrédibiliser en les présentant tels qu'ils sont.

Troisièmement, prenons acte de la situation écologique. Grâce aux collapsos, certains constats sont enfin pris en compte plus largement et le refus du débat sur ceux-ci devient une position de moins en moins tenable. Grâce à leur travail, des études complexes sur l'évolution des écosystèmes deviennent beaucoup plus accessibles et appropriables. Ce travail, ainsi que celui de nombreux autres auteurs et autrices, les derniers rapports du GIEC*, l'été 2018, ... expliquent en partie tous ces panneaux lucides au sein des marches climat. Avec des messages qui actent l'extinction massive en cours, nous ne sommes plus dans une écologie réservée aux personnes qui aiment « la nature », nous sommes enfin dans la conscience qu'il s'agit de bien plus (et entre autres de notre survie). Malheureusement, une réaction assez commune aux discours de l'effondrement consiste à minimiser ou relativiser la situation écologique, alors que le problème de ces discours ne se situe pas là. Il n'est par exemple pas rare d'entendre des représentant·e·s d'ONG s'accrocher à des discours dépassés qui sonnent faux (« il n'est pas trop tard », « il y a encore de l'espoir », « il faut entamer une transition énergétique à l'horizon 2050 », « il faut que nos politicien·ne·s comprennent et réagissent », « nous pouvons éviter la catastrophe », etc.). La prise en compte de cette gravité les obligerait en effet à abandonner toute une partie de leurs analyses, pratiques et propositions réformistes (quel que soit leur secteur d'intervention). Se questionner sur la manière de présenter les choses à « ses » publics-cibles est sain, mais pas de vouloir édulcorer la réalité pour coller à son programme. Pour le moment, beaucoup de structures institutionnalisées font donc le choix de n'en parler qu'en interne. « — Une telle question peut avoir un impact sur la manière dont on fait du commerce équitable Nord-Sud. Mais il s'agit d'une démarche interne que nous ne souhaitons pas imposer à nos sympathisants. Nous n'allons pas faire une campagne pour dire que c'est la fin du monde. » (Roland D'Hoop, Oxfam-Magasins du monde) En fait, nous nous trouvons face à une nouvelle opportunité d'enfin intégrer sérieusement la donne écologique dans chacune de nos luttes et de décroquer à son tour cette « thématique » . C'est ce que font plusieurs collectifs depuis le début des superbes grèves écolières pour le climat.

L'effondrement, parlons-en... Les limites de la « collapsologie ».

Enfin, quatrièmement, parlons-en. Toutes les expériences montrent que les personnes qui se sentent seules face à cela sont légion. Le problème des récits collapsos n'est pas que leurs perspectives seraient trop alarmistes écologiquement, mais qu'elles sont (en partie) erronées. Ils ratent ainsi leur pari sincère de participer à redonner du sens en ces temps difficiles. Les collapsos best sellers reconnaissent d'ailleurs le risque qu'ils induisent « d'aplatir le futur ». Ce risque ne provient pas de leurs constats, mais de leurs conclusions. Comme le souligne Chloé Leprince en faisant référence à Jean-Baptiste Fressoz cité plus haut, « on a pris le pli de regarder la catastrophe écologique à travers un prisme dont on aurait pu se passer ». Ce n'est pas un hasard si les discours confus – desquels la plupart des discours collapsos participent – ont surtout du succès dans les périodes de perte

de sens et de profond sentiment d'impuissance collective. Les sectes et les charlatans (à distinguer clairement des collapsos) en profitent alors pour « accompagner » les gens. Il y a ainsi un enjeu important à continuer de proposer des espaces pour échanger sur nos angoisses et envies, de proposer d'autres pistes qui fassent sens. Pour revenir sur les discours collapsos, il est très important de parler collectivement de ces constats, si possible en s'émancipant un peu de l'imaginaire et du récit de l'effondrement, ainsi que de nos « apôtres » référents comme Pablo Servigne et ses acolytes. Comme le dit régulièrement Renaud Duterme – qui adopte le terme d'effondrement mais en souligne les limites – il ne faut pas être fétichiste de la notion. Elle porte en elle une certaine efficacité dans la puissance de l'effet qu'elle produit (par rapport à « crise écologique », par exemple), mais également beaucoup de limites et de confusions inutiles. À nous de les dépasser. Certaines personnes choisissent de ne plus utiliser ce terme flou et inadapté, d'autres en font leur slogan favori. Au-delà du terme lui-même, ce qui compte le plus est la manière d'amener les choses et d'éviter d'alimenter l'équivoque sur ces sujets. Il serait par exemple utile d'arrêter d'entretenir l'ambiguïté sur le caractère scientifique des récits collapsos ; de relayer dans nos discours et propositions le fantasme d'un « après-effondrement » ; de présenter la fin de « nos » conditions de vie comme la fin du monde ; etc.

Discutons de tout cela de manière plus concrète et précise qu'un effondrement globalisé et indifférencié. Faisons des ateliers d'anticipations et de fictions concrètes en décortiquant ensemble les liens « inextricables » ainsi que nos dépendances, et tirons-en les conséquences. Dépassons la « décolonisation des imaginaires » beaucoup trop restreinte dans les récits collapsos. « Tout » va soi-disant s'effondrer, pourtant nous retrouvons systématiquement dans leurs récits plusieurs piliers du capitalisme totalement inchangés (alors qu'ils font partie intégrante des freins à l'adaptation aux basculements écologiques en cours) : le marché de l'emploi, le fait de devoir acheter un logement, la propriété privée des moyens de production (dont la terre), etc. Le « rêve » occidental est en effet en train de se casser la figure. Au vu de l'importance des basculements écologiques en cours, de nombreuses personnes sont en train de remettre tout un tas de certitudes en cause. L'horizon peut donc s'élargir, il y a une brèche. Les collapsos n'en font pas grand-chose (ils parlent d'un effondrement systémique inévitable et de se préparer à la suite), mais osons voir plus loin.

Discutons de comment, par exemple : empêcher certaines entreprises basées dans nos régions d'organiser des pénuries à des fins spéculatives (par le stockage de denrées alimentaires, de minerais, etc.) ; empêcher nos élites locales de soutenir les élites des pays les plus touchés par les désastres écologiques ; bloquer les industries d'armement – et leurs étapes de transit – présentes sur nos territoires qui fournissent les forces répressives de nombreux pays ; reconnaître la dette écologique* et historique envers les régions de la « périphérie » et entreprendre des mesures de « réparations » (compensations financières, dépollution des terres, etc.) ; reprendre la main sur les industries pharmaceutiques qui empêchent de nombreux pays de développer des médicaments génériques ; saboter les brevets et la propriété intellectuelle ; décentraliser Internet ; entreprendre une « dés-enclosure » des terres (dont la moitié est concentrée dans les mains des 3 % de propriétaires les plus grands) ; s'appropriier les outils publics et privés à disposition pour dépolluer un maximum de sols cultivables ; retourner le béton partout où cela est possible et pertinent pour laisser une chance aux écosystèmes de se régénérer sur le long terme ; planter des kilomètres de haies et créer des friches en ville ; nous organiser localement pour empêcher les destructions du peu de biosphère qu'il reste (des couvertures végétales urbaines aux espaces forestiers en passant par les nappes phréatiques) ; se libérer de la dépendance à la voiture individuelle ; créer des mouvements d'expropriation des plus grands spéculateurs immobiliers (ce qui étouffe aujourd'hui la majorité des ménages en difficulté c'est la partie du budget sans cesse plus grande dédiée au logement, l'augmentation des prix énergétiques ne vient qu'après et il serait bon de le prendre en compte) ; démanteler les industries fragiles de l'énergie comme Electrabel et enclencher une décentralisation de la production sur base de petites unités (qui ne remplaceront jamais les économies fossiles, et ce n'est pas le but) ; empêcher la privatisation et la militarisation des polices ; démonter les centres fermés et empêcher la construction des mégas-prisons ; arrêter de financer Frontex avec nos impôts ; désobéir à la mise en place de compteurs électriques « intelligents » (qui

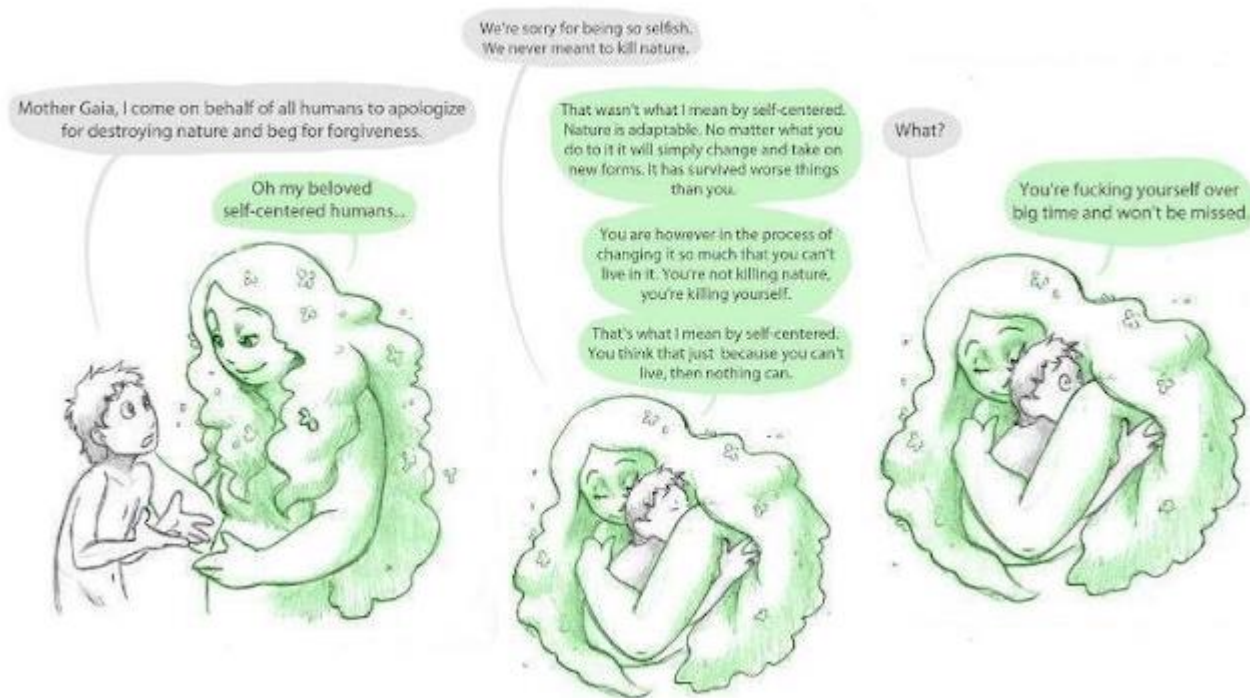
seront bien utiles pour rationner certains ménages et pas d'autres) ; effacer de grandes quantités d'actifs financiers (qui augmentent les flux et les destructions) en choisissant quelles dettes publiques et privées répudier collectivement et surtout qui faire payer ; socialiser le secteur financier et/ou sortir de la dépendance monétaire par la gratuité et les échanges en fédérations d'associations libres ; rendre caduque le marché de l'emploi (rien que ça) ; ne pas accepter que les assurances privées (qui font partie des pires fonds d'investissement au monde) dictent qui aura droit à réparation et sous quelles conditions ; construire des réseaux autonomes capables d'appeler à la grève générale et aux blocages des flux (la grève internationale du 15 mars 2019 nous a montré que nous n'en étions pas encore capables) ; etc.

Que contient un puits de carbone ? Pourquoi Mère Gaïa ne peut-elle pas l'utiliser pour nous sauver d'une catastrophe ?

Ugo Bardi Samedi 8 février 2020

Traduit avec www.DeepL.com

L'écosystème peut-il éliminer le CO2 que nous avons déversé dans l'atmosphère ?



Une des raisons de la popularité de Gaia, la déesse de la Terre, est l'espoir qu'elle nous sauvera de notre propre comportement imprudent. Peut-être qu'elle absorbera le CO2 que nous avons émis dans l'atmosphère ? La planète n'a-t-elle pas de puits "naturels" ? Alors pourquoi s'inquiéter ? Eh bien, j'ai peur que Gaia réagisse comme le montre la figure ci-dessus

Roy Spencer est l'un des rares critiques de l'interprétation actuelle du changement climatique qui puisse produire des références scientifiques raisonnablement bonnes. Et, en effet, ses critiques sont souvent précieuses,

même si - malheureusement - elles sont parfois entachées d'éléments politiques. Mais c'est normal, nous sommes tous des animaux politiques.

Ainsi, Spencer a fait une observation intéressante dans un post il y a quelques jours. Il dit (je mets le mien en gras) :

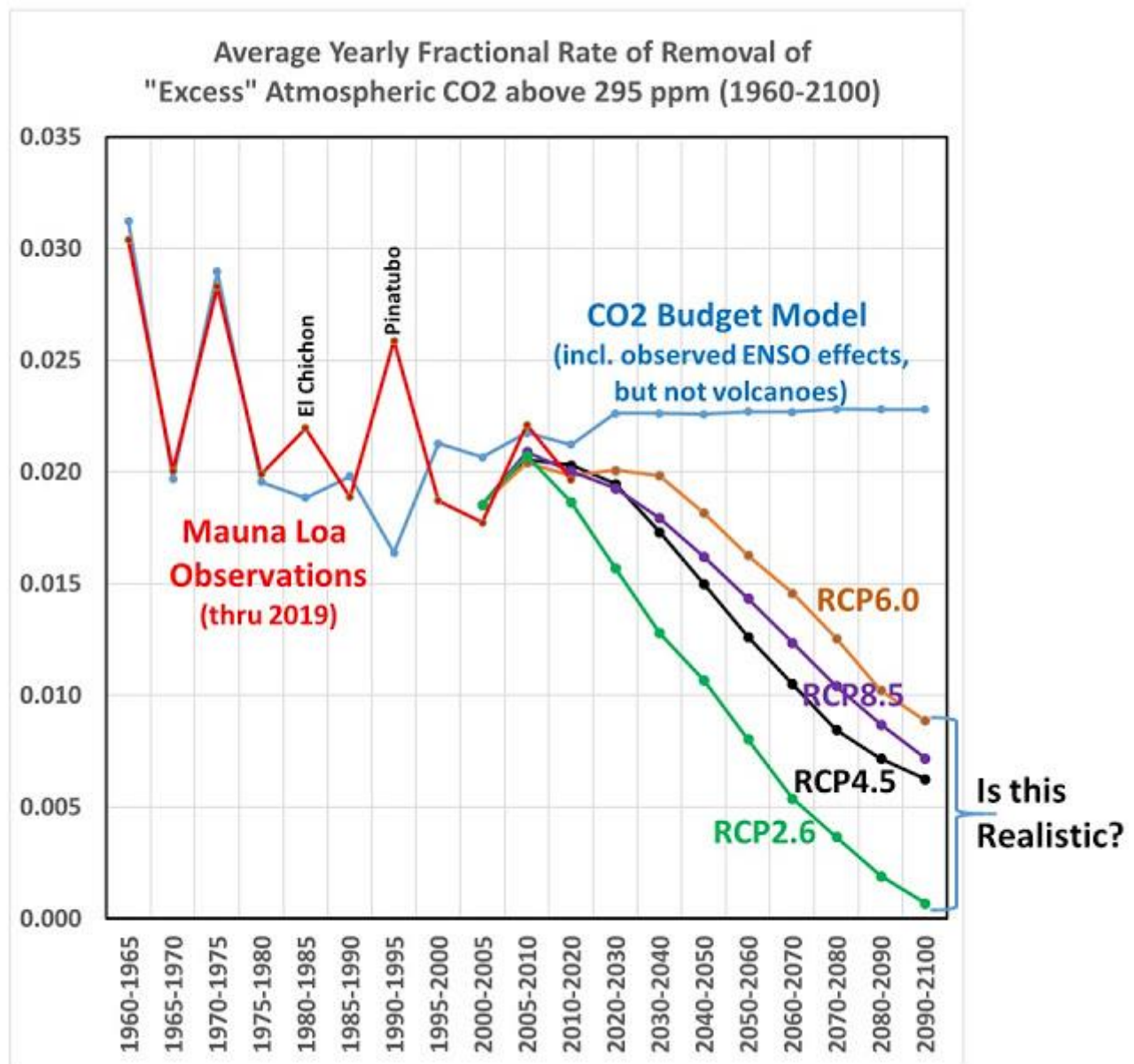
Pendant de nombreuses années, j'ai vu des références à la fraction équivalente moyenne de l'excès de CO₂ qui est éliminée par la nature, et j'ai souvent (à tort) dit quelque chose de similaire : "environ 50% des émissions annuelles de CO₂ anthropique ne se retrouvent pas dans l'atmosphère, car elles sont absorbées." Je crois que cela a été discuté dans le tout premier rapport du GIEC, FAR. J'ai moi-même utilisé cette fraction d'élimination de 50 %, à de nombreuses reprises, pour décrire comment la nature élimine l'excès de CO₂ de l'atmosphère.

Je me suis récemment rendu compte que ce n'est pas une mesure très utile et que la formulation ci-dessus est erronée et trompeuse sur le plan des faits. En fait, ce n'est pas 50 % des émissions anthropiques annuelles qui sont absorbées ; c'est une quantité qui équivaut à 50 % des émissions. Vous voyez, Mère Nature ne sait pas combien de CO₂ l'humanité produit chaque année ; tout ce qu'elle sait, c'est la quantité totale dans l'atmosphère, et c'est à cela que répondent la biosphère et les divers processus géochimiques.

Et c'est tout à fait exact. Je dois admettre que j'ai moi-même fait la même erreur plus d'une fois. Bien sûr, Mère Gaïa ne sait pas d'où vient le CO₂ dans l'atmosphère. L'écosystème n'en absorbe qu'une partie.

Ensuite, Spencer a poursuivi en affirmant que les scénarios du GIEC se trompaient d'un facteur 4 en ce qui concerne la fraction de CO₂ absorbée par les puits. C'est une erreur qu'il a lui-même corrigée par la suite. C'est normal : un bon scientifique n'a jamais peur d'admettre une erreur. En dehors de cela, l'observation de Spencer ne change rien à notre interprétation du changement climatique, mais elle a le mérite de se concentrer sur un point fondamental : l'interaction des sources et des puits.

Finalement, Spencer a présenté le modèle (corrigé) suivant :



Notez comment les modèles présentés par le GIEC supposent que la fraction de CO₂ qui sera absorbée par les puits diminuera au fur et à mesure que le CO₂ sera présent dans l'atmosphère. Le modèle de Spencer ("Modèle du bilan de CO₂") suppose au contraire que le rapport restera constant. Si c'est le cas, lorsque nous cesserons de brûler des combustibles fossiles (et ce sera le cas, tôt ou tard), la concentration de CO₂ diminuera plus rapidement et - espérons-le - nous pourrions revenir à des températures comparables à celles de la Terre que nous connaissons il n'y a pas si longtemps encore.

J'aimerais que Spencer ait raison mais, malheureusement, cela ne peut pas être le cas. Ce qu'il a fait, en pratique, c'est revenir à une critique qui avait déjà été utilisée contre Swante Arrhenius lorsqu'il a développé la première version de la théorie du réchauffement des gaz à effet de serre -- il y a plus d'un siècle. La critique était la suivante : "mais les océans absorberont l'excès de CO₂" et il a fallu des décennies pour la surmonter. Finalement, une image est apparue dans laquelle les puits de l'écosystème absorbent la plupart du CO₂ produit par l'homme, mais pas la totalité. De plus, la fraction absorbée diminuera au fur et à mesure que les puits seront remplis.

Comme vous pouvez l'imaginer, il s'agit d'une question complexe. Il existe toutes sortes de puits : la biosphère, les océans, la réaction d'altération, l'enfouissement du carbone, et probablement plus encore. Vous pouvez consulter le dernier rapport du GIEC, ou ce récent document de Walsh. Les puits se comportent de manière complexe et peuvent encore nous surprendre. Mais, jusqu'à présent, les données expérimentales montrent une baisse légère mais mesurable du taux d'absorption. Je n'ai pas besoin de vous dire que c'est mauvais, très mauvais, extrêmement mauvais.

Au lieu de cela, Spencer suppose que les puits continueront à absorber à un taux proportionnel à la différence entre la concentration actuelle de CO₂ et la valeur "de référence" de 295 ppm. En pratique, il suppose que le puits est infini. C'est un peu trop : rien sur cette planète n'est infini. Même si nous voyons Gaïa comme une déesse, elle n'est pas toute puissante. Et Elle n'est même pas bienveillante et miséricordieuse. Elle ne nous sauvera pas de nous-mêmes.

Un commentaire de mon troll personnel, M. Kunning Druger

"Allons, allons, M. Bardi. Je vois que vous vous êtes enfin révélé pour ce que vous êtes : un de ces idiots de Greenies qui sont des adorateurs de Gaïa. En fait, je pense que c'est pire que cela : vous prétendez être un adorateur de Gaïa, mais sous cette peau verte vous êtes tout rouge : en réalité, vous êtes un de ces communistes qui utiliseraient l'excuse d'un changement climatique inexistant pour nous imposer des idées aussi laides que la gratuité des soins de santé et de la sécurité sociale pour tous et qui détruiraient le mode de vie américain. Quoi qu'il en soit, à propos de vos propos stupides, permettez-moi de noter d'abord comment ils montrent votre profond élitisme : pourquoi ces soi-disant "références scientifiques" seraient-elles nécessaires pour exprimer une opinion ? L'opinion d'un citoyen vaut l'opinion d'un autre citoyen : c'est bien, la vieille démocratie américaine. Ensuite, vous nous direz qu'il nous faut un doctorat pour pouvoir voter lors de nos élections, n'est-ce pas ? Tout cela parce que vous, les étrangers, vous enviez notre liberté et notre démocratie qui fonctionne si bien. Et si vous critiquez le Dr Spencer, c'est uniquement parce que vous l'enviez : il travaille dans une véritable université américaine, en Alabama, alors que vous travaillez dans une petite université provinciale stupide en Europe où les gens ne parlent même pas un anglais correct. Alors, continuez comme ça, plus vous nous désinformerez, plus nous saurons qui vous êtes".

Le Green Deal de l'UE est un exercice colossal de Greenwashing

Par Yanis Varoufakis, David Adler, publié à l'origine par le blog du Guardian le 11 février 2020



Les situations d'urgence tendent à révéler nos véritables priorités. Lorsque notre maison brûle ou que les eaux de tempête nous inondent, nous nous accrochons à ce qui nous tient le plus à cœur, et nous laissons le reste derrière nous.

Il y a dix ans, les dirigeants de l'Union européenne se sont trouvés confrontés à un tel moment. Les banques françaises et allemandes étant tombées dans un trou noir, ils ont fait tout ce qu'il fallait pour les sauver. Entre 2009 et 2013, les gouvernements européens ont versé 1,6 milliard d'euros (1,36 milliard de livres sterling) aux banquiers européens, tout en imposant une austérité rigoureuse aux citoyens européens qu'ils s'étaient engagés à servir. Lorsqu'en 2015, ils ont réalisé qu'un soutien plus important était nécessaire, la Banque centrale européenne a imprimé 2,6 milliards d'euros en quatre ans seulement.

Aujourd'hui, l'Europe est confrontée à une crise bien plus grave : une urgence climatique. C'est pourquoi, le mois dernier, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dévoilé l'accord vert européen, un plan décennal d'un milliard d'euros visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'au moins 50 % par rapport à 1990. "C'est le moment où l'Europe est sur la lune", a déclaré Mme Von der Leyen.

Au premier abord, on ne peut s'empêcher de comparer les deux sommes et les priorités qu'elles révèlent : plus de 4,2 milliards d'euros pour sauver le secteur financier européen ; 1 milliard d'euros pour sauver notre monde.

Mais les choses sont bien pires que cela. Alors que les 4,2 milliards d'euros destinés aux financiers étaient des fonds nouveaux et réels, le montant de 1 milliard d'euros que Von der Leyen a promis sur 10 ans dans son accord vert - 100 milliards d'euros par an - n'est que de la poudre aux yeux.

Contrairement à la promesse de Von der Leyen de lancer une "vague d'investissements verts", l'accord vert est en grande partie composé d'argent remanié provenant de fonds européens existants et de promesses réchauffées de mobiliser des capitaux du secteur privé à l'avenir. Au total, l'accord vert ne générera que 7,5 milliards d'euros de nouveaux engagements budgétaires, répartis sur sept ans. À titre de comparaison, la Commission va consacrer 29 milliards d'euros, soit près de quatre fois plus, à des projets gaziers "inutiles" et destructeurs pour l'environnement, selon une étude récente. Voilà pour l'alunissage.

Si l'on regarde les choses sans passion, l'accord vert européen ne parvient pas à inspirer sur les trois critères importants : la taille, la composition et la portée.

Si l'on excepte le fait que les 100 milliards d'euros par an sont jusqu'à présent fictifs, ils sont loin d'atteindre le financement nécessaire pour atteindre les objectifs. Ne nous croyez pas sur parole. La Commission elle-même estime que l'Europe a besoin de 260 milliards d'euros par an pour atteindre ses objectifs climatiques et énergétiques pour 2030, soit plus du double du montant proposé. Et c'était avant que la Commission ne revoie ces objectifs à la hausse l'année dernière.

La composition de l'accord vert est une autre cause de désespoir. Le plan d'investissement dit "durable" de l'Europe est lyrique dans le langage de la "mobilisation", car il promet de débloquent des milliards d'euros privés dans l'intérêt de l'investissement durable. Tout comme le plan Juncker, l'accord vert propose d'encourager l'investissement privé en transférant le risque des corsaires vers le budget de l'UE. Mais cela ne réduit pas le risque : il le fait simplement reposer sur les épaules du public européen, tout en garantissant que les investisseurs privés profitent de tous les avantages. En l'absence d'un plan visant à coordonner la production et

la distribution d'énergie au sein d'une véritable union de l'énergie, l'engagement de la Commission en faveur des capitaux privés ne promet que d'intensifier les inégalités au sein des États membres et entre eux.

Cela nous amène à la portée de l'accord vert. Sur le papier, le plan semble impressionnant de par son caractère global, allant d'une stratégie alimentaire durable "de la ferme à la table" à un "nouveau plan d'action pour une économie circulaire". Toutefois, sa capacité à transformer la vie des Européens est limitée par l'engagement de la Commission à l'égard du carcan austère du "pacte de stabilité et de croissance", qui a condamné l'Europe à une stagnation chronique. Valdis Dombrovskis, le commissaire à la tête du plan d'investissement du pacte vert, a déclaré qu'il souhaitait éviter le "débat qui divise" sur l'assouplissement des règles budgétaires.

En bref, le Green Deal est un plan de préservation et non de transformation.

Le "mécanisme de transition juste" - le plan de la Commission pour soutenir les communautés affectées par l'abandon des combustibles fossiles - illustre cette logique de préservation. Von der Leyen a présenté le mécanisme de transition juste comme un "gage de solidarité et d'équité". Mais envers qui ? Y aura-t-il une "justice" pour les communautés à travers l'Allemagne et la France à qui il a été demandé d'assumer les coûts de la transition climatique ? Cela parle-t-il à des pans entiers de la population grecque ou portugaise qui ne peuvent pas se permettre de se soucier des émissions de carbone en 2050, préoccupés comme ils le sont de joindre les deux bouts cette semaine ? La réponse à cette question est non.

Le mécanisme de transition équitable "mobilisera" un total de 100 milliards d'euros sur 10 ans en faveur des pays producteurs de charbon tels que la Hongrie et la Pologne, qui s'attendent à voir une "partie très importante" du financement. Le soutien aux régions dépendantes du charbon est une dimension essentielle de la transition juste. Mais il ne faut pas être cynique pour voir que le déploiement du financement de la transition équitable dans l'accord vert est un cadeau de la ménagère aux gouvernements de droite qui ont soutenu l'élection de Von der Leyen et qui, selon elle, pourraient mettre un frein à sa proposition de signature. Il semble peu judicieux de confier à ces gouvernements le soin d'assurer une transition équitable, compte tenu de leurs nombreux antécédents en matière de corruption et d'abus des fonds européens.

Mme Von der Leyen aime parler de l'accord vert comme d'un grand changement structurel. "Notre objectif est de réconcilier l'économie avec notre planète", a-t-elle déclaré. Mais en même temps, l'UE a approuvé et soutenu la construction d'un gazoduc de plusieurs milliards d'euros pour transporter du gaz entre Israël et l'UE, en passant par la prison du débiteur dans laquelle le peuple grec continue de languir.

Heureusement, l'espoir est vivant ici en Europe. En collaboration avec notre organisation, le Mouvement pour la démocratie en Europe 2025, une coalition de scientifiques, de militants et de syndicats européens a élaboré le Plan directeur pour une transition juste en Europe, un plan visant à investir 5 % du PIB de l'UE dans une prospérité neutre en carbone, juste et partagée.

Les militants de la lutte contre le changement climatique ne seront pas apaisés. À Bruxelles et dans le monde entier, les appels en faveur d'un véritable New Deal vert continuent de se multiplier. Ils ne permettront pas que l'accord vert de l'UE coopte leurs slogans tout en excluant leur substance. Car il s'agit d'une urgence, et un statu quo "blanchi en vert" ne suffit tout simplement pas.

La bombe à retardement qui pourrait écraser les marchés du pétrole

Par Nick Cunningham - 11 février 2020, OilPrice.com



Champ pétrolier d'El Feel

La production de pétrole de la Libye est tombée à moins de 200 000 b/j, et l'incertitude qui entoure l'arrêt crée des complications pour l'OPEP+ qui cherche à couper plus profondément.

La guerre civile en Libye est entrée dans une nouvelle phase dangereuse il y a quelques semaines lorsque l'Armée nationale libyenne (LNA) et les milices associées ont bloqué les terminaux d'exportation de pétrole afin de faire pression sur le gouvernement d'accord national (GNA) à Tripoli. L'impasse se poursuit et la production de la Libye a chuté à environ 180 000 b/j, selon les estimations de la fin de la semaine dernière.

Dimanche, la compagnie libyenne Azzawiya Oil Refining Company a déclaré qu'elle cessait ses opérations de raffinage pour le moment car elle ne dispose pas de suffisamment de pétrole brut.

La National Oil Company a averti en janvier que la production tomberait finalement à zéro parce que le stockage se remplirait et que les champs pétroliers devraient être mis en veilleuse.

L'interruption est importante, totalisant entre 800 000 b/j et 1 million de barils par jour (mb/j). Le brut Brent s'est effondré sous les 55 dollars le baril à cause du coronavirus, et le marché pétrolier semble largement indifférent à la perturbation en Libye. La crainte porte sur la destruction de la demande en Chine et sur les dommages économiques plus larges causés par la quarantaine de masse. Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer où le Brent commercerait si la panne en Libye ne s'était jamais produite.

"De plus, la production pétrolière libyenne pourrait reprendre rapidement si un accord est conclu la semaine prochaine à Genève, après la réunion des parties en conflit au Caire", a écrit la Commerzbank dans une note lundi. "Plus d'un million de barils de pétrole supplémentaires par jour en provenance de la Libye pourrait éventuellement pousser le prix du Brent vers la barre des 50 dollars le baril à court terme".

Aujourd'hui, l'OPEP+ négocie une nouvelle série de réductions afin d'éviter que le marché ne s'effondre davantage. Le Comité technique conjoint (CTC) de l'OPEP a proposé des réductions plus importantes de 600 000 b/j, et une prolongation des réductions jusqu'à la fin de 2020.

Si l'OPEP+ se déroule comme prévu, la réduction supplémentaire de 600 000 bpj fera passer le total des réductions de 2,1 à 2,4 mbj. Si l'on ajoute les 300 000 bpj supplémentaires de réductions unilatérales de l'Arabie saoudite, le total passe à 2,7 mbj.

Mais quelle est la part de la Libye dans ce chiffre ?

La Libye pourrait rester hors ligne ou revenir en ligne à tout moment. "Selon nous, le marché du pétrole pourrait s'embrouiller sur le rôle de la Libye par rapport à l'accord OPEP+ proposé", a écrit Standard Chartered dans un rapport mardi. "Nous comprenons que les prévisions des balances du marché utilisées pour calibrer la réduction proposée supposent que la production de la Libye revienne immédiatement à son niveau précédent de 1,1 mbj."

La comptabilité OPEP+ suppose que la Libye rebondit, et la raison en est "d'éliminer les exportations libyennes comme facteur potentiel de baisse", a ajouté Standard Chartered. "S'ils devaient revenir rapidement, cela ne nécessiterait aucun ajustement de l'accord et tout retour plus lent représenterait un resserrement supplémentaire du marché".

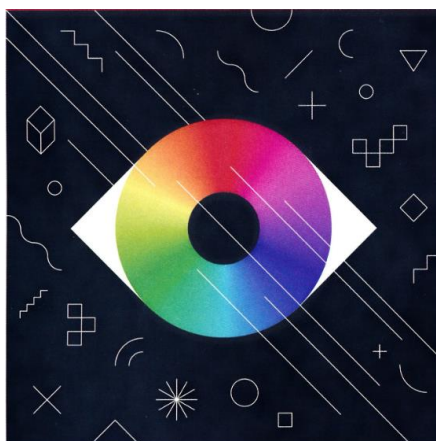
La banque d'investissement a déclaré qu'il est possible que "le marché n'apprécie pas pleinement cet aspect libyen à court terme ; il pourrait considérer à tort la réduction de 0,6mbj comme étant purement déterminée par le coronavirus et penser que les exportations libyennes supplémentaires nécessiteraient des réductions supplémentaires de la part de l'OPEP+ pour équilibrer le marché".

Ainsi, l'OPEP+ suppose que la Libye rebondit pour qu'il n'y ait pas de surprise baissière. Mais la guerre civile pourrait tout aussi bien durer indéfiniment. Si cela se produit, cela resserrerait le marché par rapport à ce que l'OPEP+ suppose. Les récentes négociations à Genève n'ont pas abouti à un cessez-le-feu et la guerre continue. Un autre cycle de négociations est prévu pour la fin du mois.

"Cela signifie que le blocus devrait rester en place au moins quelques semaines de plus", a écrit JBC Energy dans une note. Toutefois, la firme a déclaré que l'incertitude persistera et que l'OPEP+ est confrontée à un formidable défi en termes de calendrier. "Le retour de la Libye pourrait facilement avoir lieu plus tôt que les réductions de l'OPEP+, alors qu'elle les dépasserait probablement en termes de taille", a ajouté JBC.

EFFICACITÉ LUMINEUSE

Vaclav Smil 22 | APR 2019 | SPECTRUM. IEEE. ORG



VOUS POUVEZ TRADUIRE RAPIDEMENT L'AVANCEMENT de la civilisation par l'état de son éclairage - avant tout, sa puissance, son coût et son efficacité lumineuse. Ce dernier élément fait référence à la capacité d'une source de lumière à produire une réponse significative dans l'œil, et c'est le flux lumineux total (en lumens) divisé par la puissance nominale (en watts).

- L'efficacité lumineuse de la lumière directe du soleil augmente avec l'altitude solaire, passant de 70 à 105 lumens par watt, et pour les puits de lumière diffus, elle varie de 110 à 130 lm/W, pour un taux moyen global d'environ 105 lm/W. Dans des conditions photopiques (c'est-à-dire en lumière vive, lorsque les bâtonnets de la rétine sont saturés et que seuls les cônes sensibles à la couleur font la différence entre les longueurs d'onde), l'efficacité lumineuse de la lumière visible culmine à 683 lm/W pour une longueur d'onde de 555 nanomètres. C'est dans la partie verte du spectre - la couleur qui semble, à tout niveau de puissance donné, être la plus brillante.

- Pendant des millénaires, nos sources de lumière artificielle ont été en retard de trois ordres de grandeur par rapport à ce pic théorique. Les bougies avaient une efficacité lumineuse d'à peine 0,2 à 0,3 lm/W, les lampes au gaz de houille faisaient cinq ou six fois mieux, et les filaments de carbone des premières ampoules d'Edison ne faisaient guère mieux que cela. En 1898, Carl Auer von Welsbach a introduit le premier filament métallique, et ses lampes à l'osmium avaient une efficacité de 5,5 lm/W. Après 1901, le rapport lumen/watt pour les filaments de tantale atteignit 7, et une dizaine d'années plus tard, le tungstène rayonnant dans le vide atteignit 10. L'introduction d'un filament de tungstène dans un mélange d'azote et d'argon a permis d'augmenter l'efficacité des lampes domestiques courantes à 121 lm/W. L'utilisation du tungstène enroulé, à partir de 1934, a permis de porter l'efficacité des lampes à incandescence à plus de 15 lm/W pour les lampes de 100 W.

- Des lampes basées sur des principes différents - lampes à sodium basse pression et vapeur de mercure basse pression (lampes fluorescentes) - ont été introduites dans les années 1930, mais leur utilisation ne s'est généralisée que dans les années 1950. Les meilleures lampes fluorescentes actuelles à ballast électronique peuvent produire environ 100 lm/W ; les lampes au sodium haute pression peuvent atteindre 150 lm/W, et les lampes au sodium basse pression peuvent atteindre 200lm/W. Cependant, les lampes à basse pression ne produisent qu'une lumière jaune monochromatique à 589 nm, c'est pourquoi elles ne sont pas utilisées dans les maisons mais plutôt pour l'éclairage des rues.

Notre meilleur espoir repose maintenant sur les diodes électroluminescentes (DEL). Les premières ont été inventées en 1962 et ne fournissaient que de la lumière rouge ; une décennie plus tard, elles sont devenues vertes et, dans les années 1990, bleues à haute intensité. En recouvrant ces LED bleues de phosphores fluorescents, les ingénieurs ont pu convertir une partie de la lumière bleue en couleurs plus chaudes et produire ainsi une lumière blanche adaptée à l'éclairage intérieur. La limite théorique pour les LED blanches brillantes est d'environ 300 lm/W, mais les lampes disponibles dans le commerce sont encore loin d'atteindre ce taux. Philips vend aux États-Unis des LED - dont le standard est de 120 volts - qui offrent une efficacité lumineuse de 891 lm/W, pour des ampoules de 18 W à lumière blanche douce et à intensité variable (remplaçant les lampes à incandescence de 100 W). En Europe, où la tension varie de 220 à 240 V, la société vend un tube LED de 1721lm/W (en remplacement des tubes fluorescents européens de 1,5 mètre de long).

Les LED à haute efficacité permettent déjà de réaliser d'importantes économies d'électricité dans le monde entier. De plus, elles peuvent fournir de la lumière 3 heures par jour pendant environ 20 ans. Mais, comme toutes les autres sources de lumière artificielle, elles ne peuvent toujours pas égaler le spectre de la lumière naturelle. Les lampes à incandescence émettent trop peu de lumière bleue, et les lampes fluorescentes n'ont pratiquement pas de rouge ; les LED ont une intensité trop faible dans la partie rouge du spectre et trop élevée dans la partie bleue. Elles ne plaisent pas vraiment à l'œil.

Ainsi, bien que l'efficacité lumineuse se soit améliorée de deux ordres de grandeur depuis 1880, la reproduction de la lumière du soleil à l'intérieur reste encore hors de notre portée.

Les colonies de manchots ont baissé de 77% au cours des 50 dernières années

[Le Vif](#) 11/02/20 Source : Belga

Le nombre de manchots au sein de nombreuses colonies en Antarctique a drastiquement baissé - jusqu'à 77% - depuis la dernière enquête menée il y a près de 50 ans, pointait Greenpeace avec inquiétude mardi dans un communiqué.



Des chercheurs indépendants ont, lors d'une expédition de Greenpeace dans la région, constaté que la population de manchots dits "à jugulaire" a chuté de près de 60% sur l'île Elephant, un habitat important de la péninsule Antarctique. Un total de 52.786 couples reproducteurs a été estimé, soit une chute particulièrement importante par rapport à la dernière enquête de 1971, qui faisait état d'environ 122.550 couples.

"Cette diminution du nombre de manchots est significative. L'écosystème de l'océan Austral s'est fondamentalement modifié durant ces 50 dernières années et cela a des conséquences négatives sur les réserves alimentaires dont ont notamment besoin les espèces comme les manchots à jugulaire. Bien que plusieurs facteurs puissent avoir un rôle à jouer, toutes les preuves dont nous disposons indiquent que le changement climatique est responsable des évolutions que nous constatons", explique Heather J. Lynch, professeur agrégé d'écologie et d'évolution à l'Université de Stony Brook.

Sanctuaires

Des militants Greenpeace ont symboliquement installé, cette semaine au Parlement fédéral, des sculptures de glace représentant des manchots en train de fondre, afin d'attirer l'attention des parlementaires sur l'urgence climatique. Cette action a été menée dans d'autres capitales à travers le monde, de Séoul à Londres, en passant par Buenos Aires et Cape Town, pour exiger "un traité mondial sur l'océan et une action urgente afin de protéger la faune océanique".

"Alors que la faune lutte pour survivre, nous avons un besoin urgent de sanctuaires exempts d'activités humaines", a souligné An Lambrechts, spécialiste des océans et de l'écosystème chez Greenpeace. "Nous

appelons tous les gouvernements à signer cette année une convention mondiale qui protège 30% des océans, afin que la vie marine des manchots puisse se remettre de l'activité humaine et s'adapter à notre climat en évolution constante."

Convention citoyenne sur l'écologie, acte 5

Michel Sourrouille 12 février 2020 / Par [biosphere](#)

[Jean-Pierre : nous sommes en présence de la stupidité absolue : toutes des solutions ridicules et inutiles.]

Cinquième week-end de travail des 150 membres de la Convention citoyenne pour la transition écologique*.

Voici quelques les propositions des groupes de travail thématiques (30 personnes) :

- 1) **se loger** : lutter contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain, rénover énergétiquement tout le parc immobilier, inciter à ne pas dépasser une température de 19 °C dans les bâtiments...
- 2) **se déplacer** : limiter les émissions polluantes du secteur aérien et l'impact carbone du numérique, encourager l'usage du vélo et des transports en commun, covoiturage pour les trajets domicile-travail...
- 3) **se nourrir** : ne pas ratifier le CETA en l'état...
- 4) **consommer** : éviter le suremballage, interdire les terrasses chauffées et l'éclairage des magasins la nuit après leur fermeture...
- 5) **produire-travailler** : limiter la consommation d'énergie dans les lieux publics.

Si c'est pour ressasser les mêmes rengaines sur le vélo, les suremballages, la température à 19°, l'isolation des logements, était-ce bien la peine ? NON ! Tout le monde connaissait déjà les solutions. Le problème n'est plus à les énoncer, c'est de passer à l'acte, le reste c'est du blabla. *On ne s'est même pas interrogés sur pourquoi tout cela n'a pas été mis en place précédemment.* La préservation de l'environnement était déjà un objet de valeur constitutionnelle à travers la [Charte de 2005](#), cela n'a servi à rien. Et la relance de la [taxe carbone](#), qui entraînerait des effets globaux, n'a pas été envisagée par les groupes thématiques. D'autant plus que le cirque n'est pas fini. Lors du sixième week-end, 6 au 8 mars, 2020, les propositions seront soumises au vote des 150 citoyens. On va s'écharper ! Celles qui recueilleront plus de 50 % des voix seront transmises à un comité « légistique » pour être transcrites en texte de loi. Les propositions seront également évaluées par un groupe d'experts du point de vue de leur coût. Enfin, le 3 avril, les citoyens voteront sur un paquet final, constitué de simples recommandations. Emmanuel Macron fera ensuite ce qu'il voudra, comme après le [Grand Débat](#) suite aux manifs des Gilets jaunes. Voici sur ce blog biosphere nos articles antérieurs :

synthèse, [Biosphere-Info](#), les conférences de consensus

19 janvier 2020, [CLIMAT, convention citoyenne et décisions](#)

15 janvier 2020, [Emmanuel Macron devant 150 citoyens](#)

24 novembre 2019, [150 citoyens tirés au sort, et moi et moi émoi](#)

8 octobre 2019, [Écologie populaire et médiatisations](#)

3 septembre 2019, [Convention citoyenne sur le climat, mascarade ?](#)

14 août 2019, [La volonté du peuple exprimée grâce au tirage au sort](#)

* LE MONDE du 12 février 2019, Les 150 citoyens de la convention pour le climat esquissent leur vision de la France en 2030

A L'AUBE DE L'EFFONDREMENT...

12 Février 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- D'abord, militaire [du caïd de la cour de récréation](#). Il apparait, donc, de plus en plus que la technique US pour impressionner le reste du monde, c'est à dire, prendre un petit pays et le jeter contre le mur pour impressionner, a failli.

Là, c'est l'Iran, qui a pris les USA, l'a jeté contre un mur, pour faire voir qu'ils ne plaisaient pas. En plus, ça a donné des idées a des [moins puissants](#).

Donc, le score dans le bombardement d'Al Asad s'établit à 104 blessés. 11, 34, 50, 64 désormais 104. Et encore, on ne compte sans doute pas les mercenaires ou pudiquement appelé "contractants", blessés. Ceux-là, on s'en fout, il y a, au plus, un petit entrefilet quand c'est un US américain qui est touché, mais si c'est un ougandais, c'est considéré comme n'étant pas une perte humaine. Donc, comme on peut doubler, minimum, l'armée US déployée, par les contractants, et une bonne partie de ceux-ci venant de tous les coins du monde, avec une bonne part de latinos (notamment colombien), mais aussi africains (pour la chair à canon, ils sont avantageux, ils ne sont pas très chers, et une fois écrabouillé par un obus, on ne voit plus la couleur) on peut penser que le score affiché par l'Iran (280) n'est pas loin du bon chiffre...

- [Front interne de l'empire](#). Après l'élection tumultueuse de 2016, c'est le tour de la primaire démocrate de virer au rodéo. L'inacceptable Sanders fait course en tête, et le torche-cul (à jeter après usage unique) Pete, promu par les milliardaires et la techno-structure est à la peine. Pourtant il avait toutes les qualifications nécessaires. Jeune, beau et homo. ça suffit pour lire le prompteur et aller jouer au golf. Qu'est ce qu'il faut de plus aux américains ??? Biden, lui, perd une lettre. Il fait le bide. le seul problème du système, c'est que, comme à Hong Kong, le dit est à cours de torche-cul. Les deux partis capitalistes de D. Orlov ont implosés, sous la poussée du minuscule Ron Paul côté républicain, et Bernie Sanders côté démocrate. Il n'y avait pas beaucoup de gens honnêtes au congrès, mais ils ont finis par gagner...

- [Boing boing](#) bat un record. Un mois sans commande.



Remplacez F35 par 737 Max ou n'importe lequel de la production boing boing...

- [Mon fond de commerce](#) est pillé, et n'importe quel branquignol se met à [prédire l'effondrement](#). Je leur ferais remarquer que ce n'est pas à la portée du premier venu, et qu'il faut des décennies d'entraînement pour ça. C'est

le mécanisme décrit par Gail Tverberg qui est en cours. Le prix du pétrole est trop cher pour l'utilisateur, et pas assez pour le producteur.

- [Coronavirus](#). Il est difficile de connaître la vérité, et on ne peut que supputer. Il y a une possibilité que ce soit un virus de large diffusion, et des millions de personnes ont été touchés, ce qui en fait un virus peu meurtrier eu égard au bilan. Et la crise est alors une crise de surréaction d'un pouvoir inquiet. Inquiétude, sans doute, expliquée par un meilleur dépistage des maladies, qui passaient auparavant inaperçues, doublé d'une inquiétude économique forte : déplétion charbonnière, crash du marché automobile, relance d'une industrie de la construction de centrales thermiques au charbon, qui in-fine seront inutiles, faute de charbon, mais apportant, temporairement de la croissance (mot magique).

On peut noter des [vraies réactions](#) de [paniques ancestrales](#), et des relents de peste noire... Par contre, les dégâts dans l'économie "mondialisée" et "irrévocable", sont déjà acquis et irréversibles. Les 2/3 de l'humanité touché ? Peut être, mais avec 90 % des "patients", qui ne sentiront pas grand chose...

- Bien entendu, les "marchés" montent, alimentés par une planche à billet qui fonctionne sans relâche, d'autant plus que le coronavirus incite au laxisme monétaire... Même là où il n'y a pas ou peu de cas...

- Francistan, satrapie de l'empire, c'est l'immobilier qui cause problème, avec deux points en reliefs. Une possible flambée de la [taxe foncière](#). Et l'endettement des [ménages](#), qui dépasse toute mesure. Les demeures se sont déballonnées, et ont fait passer le congé parental pour décès d'enfants [à 21 jours](#).

- [Pétrole de schiste](#). Delamarche nous dit que les USA pour continuer l'exploitation, devront importer de l'eau. Normal, ils importent déjà du liquide. Enfin, du cash, pour ça.

La situation du coronavirus me semble indiquer -c'est mon hypothèse- qu'elle est plus un révélateur des problèmes qu'une menace très grave. Un système très fragile peut s'effondrer subitement sous un coup très faible en vérité, alors qu'à une autre époque, le même coup aurait été véniel.

SECTION ÉCONOMIE



Le pire de l'impact est encore à venir pour le marché pétrolier

Publié le 12 février 2020 à 14:00:12 / 1 commentaire / 1 352 vues

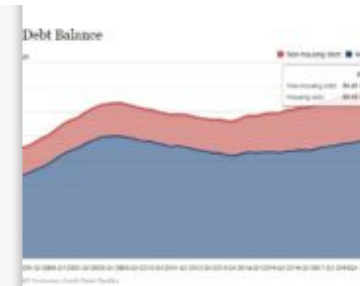
Voici une analyse utile à garder en tête et qui concerne aussi bien l'épidémie de coronavirus que sa gravité, sans oublier les perspectives.« Dans une note envoyée... Lire la suite



Thami Kabbaj: "Coronavirus: Des événements Terribles à venir pour les marchés boursiers !"

Publié le 12 février 2020 à 22:07:46 / 0 commentaire / 833 vues

Coronavirus, est-ce le premier signal d'une crise financière majeure en 2020 ? Les investisseurs s'inquiètent de la propagation du coronavirus chinois et de son... Lire la suite



150... Lire la suite

Les ménages américains sont étranglés financièrement: Leur dette vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 14 150 milliards \$

Publié le 12 février 2020 à 21:58:05 / 1 commentaire / 240 vues

Selon les dernières données publiées par la Réserve Fédérale de New York, la dette des ménages américains vient d'atteindre un nouveau record absolu à 14



« La FED parle... les marchés montent encore plus ! » L'édito de Charles Sannat

Publié le 12 février 2020 à 20:00:04 / 1 commentaire / 495 vues

Les quelques petites phrases prononcées par Jay Powell le gouverneur de la Fed la banque centrale ont suffi semble-t-il pour galvaniser des marchés boursiers inoxydables... Lire la suite



Les hedge funds derrière la crise des repos ?

Publié le 12 février 2020 à 15:00:04 / 1 commentaire / 919 vues

Nous en avons moins parlé ces derniers temps, mais la situation est loin d'être normalisée du côté des opérations de repos de la FED. Si bien que celle-ci essaie de... Lire la suite

Je vous avertis,... Le monde ne financera plus nos excès !

Source: or.fr Le 12 Fév 2020



Alors que l'économie américaine prend le chemin de la perte, la Russie sait que l'or est la seule monnaie qui survivra. Comme toujours ! Depuis des années, le monde a financé la dette américaine en achetant des bons du Trésor. Mais nous assistons aujourd'hui à un changement. De nombreux pays sont en train de liquider leurs titres de la dette américaine. Ils essaient de se débarrasser de leurs avoirs de façon ordonnée pour éviter que les bons ne s'effondrent avec le dollar. Mais c'est ce qui se produira au cours des prochaines années. Les investisseurs paniqueront face aux obligations libellées en dollars, ce qui entraînera un effondrement de la devise américaine et de la dette en dollars.

Les Chinois le savent, mais leurs avoirs du trésor américain sont si élevés qu'ils doivent y aller doucement pour ne pas se tirer une balle dans le pied. En fin de compte, la Chine subira certainement une perte importante sur ses avoirs en dollars, mais c'est le prix qu'elle est disposée à payer pour renforcer son économie et son secteur manufacturier en finançant le déficit américain. En parallèle, la Chine a investi massivement dans le secteur des ressources dans la plupart des régions du monde. La Chine sait que les matières premières sont massivement sous-évaluées par rapport aux marchés actions en situation de bulle. Dans le même temps, la Chine a acheté un pourcentage important de la production annuelle d'or depuis 2008, portant les achats totaux du pays à 16 000 tonnes.

« La FED parle... les marchés montent encore plus ! »

par Charles Sannat | 12 Fév 2020

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Les quelques petites phrases prononcées par Jay Powell le gouverneur de la Fed la banque centrale ont suffi semble-t-il pour galvaniser des marchés boursiers inoxydables et que rien ne semblent pouvoir arrêter.

Il faut dire tout de même que le grand timonier non pas de l'Empire du milieu mais de l'an pire de la bourse de Wall street, a eu quelques propos lumineux, géniaux même (c'est ironique bien entendu).

Qu'a-t-il dit ?

Ces propos remarquables.

« Le président de la Réserve fédérale, Jay Powell, a déclaré que la banque centrale «surveillait de près» les risques pour l'économie américaine de l'épidémie de coronavirus en Chine qui menaçait de ralentir la croissance dans le monde ».

Quand même. Moi ce genre d'analyse profonde ça me donne envie d'acheter des actions par milliers pour mettre dans mes petits souliers (pas contaminés) quand l'usine du monde est à l'arrêt. Mais comme Jay est un type à la réflexion fulgurante il est allé encore plus loin dans l'analyse. Accrochez-vous.

« Les risques pour les perspectives demeurent », a déclaré M. Powell lors d'un témoignage lors d'une audition devant le comité des services financiers de la Chambre mardi. « En particulier, nous suivons de près l'émergence du coronavirus, ce qui pourrait entraîner des perturbations en Chine qui se répercuteraient sur le reste de l'économie mondiale. »

Cela pourrait seulement entraîner des perturbations en Chine qui se répercuteraient sur le reste de l'économie. J'aime le double-conditionnel. C'est vrai que les Chinois pourraient ne pas être en quarantaine par millions et que les usines semblent super bien productives actuellement...

« Nous savons qu'il y aura très probablement des effets sur les États-Unis », a-t-il déclaré aux législateurs, ajoutant qu'il était trop tôt pour dire quels seraient ces effets.

Oui, c'est effectivement probable, mais je vous propose d'acheter tout plein d'actions d'entreprises qui produisent en Chine et vendent ici.

« La question que nous nous poserons est la suivante : s'agit-il d'effets persistants qui pourraient conduire à une réévaluation matérielle des perspectives ? », A déclaré M. Powell. Le président de la Fed a précédemment

déclaré que la Fed n'augmenterait pas son taux directeur à moins d'avoir une raison pour une « réévaluation matérielle de l'économie américaine ».

Dans le blabla technocratique ci-dessous l'important c'est le « persistant »... et je vous renvoie à mes articles et à la vidéo sur le concept MTR pour maîtrisables, temporaires et réversibles. Si les effets de la crise sont MTR alors pourquoi même se fatiguer à vendre des actions qui vont continuer à monter...

Bref, ne vous inquiétez pas les petits, je peux imprimer autant de billets que vous voudrez en cas de pépin, donc continuer à acheter des actions, don't panic and keep calm...



Et puis nos amis Chinois sont très très forts et prennent plein de mesures tout aussi fortes pour [chasser-et emprisonner](#), pardon isoler et câliner les petits malades, dans [des camps de fortune constitués de gymnases, salles de concert et palais des congrès](#), pardon des hôpitaux fabuleux construits en seulement 10 jours, et en plus la banque centrale de Chine apporte un énorme soutien à l'économie en mettant tous les sous qu'il faut.



Alors gardez le moral, achetez des actions, soyez positif. Tout va très bien.

Enfin, ne regardez pas, surtout pas, le marché du pétrole qui lui nous dit que l'économie chinoise est totalement l'arrêt. Ne regardez pas plus les exportations de cuivre chilien que les Chinois ne veulent même plus.

Achetez on vous dit.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. **Préparez-vous !**

Le pire de l'impact est encore à venir pour le marché pétrolier

par [Charles Sannat](#) | 12 Fév 2020



Voici une analyse utile à garder en tête et qui concerne aussi bien l'épidémie de coronavirus que sa gravité, sans oublier les perspectives.

« Dans une note envoyée à ses clients hier, Ned Davis Research a déclaré que l'épidémie de coronavirus est un « véritable cygne noir » pour le marché du pétrole et de l'énergie, et estime le pire n'est peut-être pas encore passé en terme d'impact sur les prix du brut.

L'analyste Warren Pies a noté que l'épidémie a réduit la demande chinoise de pétrole de 2 à 3 millions de barils par jour, ce qui signifie que « le marché du pétrole regarde vers le bas le baril sans croissance de la demande pour l'année civile, et une contraction pure et simple de la demande est maintenant sur la table ».

La chute de la demande est tellement forte que la réalité montre factuellement via le marché du pétrole que l'usine chinoise est éteinte. A l'arrêt.

Ceux qui ont lu la note Flash Stratégies de la semaine dernière doivent comprendre avec cet article que c'est bien le marché du pétrole qui dit vrai et qui est le véritable baromètre de la situation et pas les marchés actions pour les raisons que j'ai expliquées dans cette note.

Si la situation et ses effets sont MTR pour maîtrisés, temporaires et réversibles, alors « cette tempête parfaite » sur le pétrole va créer une excellente opportunité d'achat sur les actions de ce secteur.

Charles SANNAT

Le chaos américain, à lire absolument , en Français.

Bruno Bertez 11 février 2020

A lire absolument sur : <https://www.dedefensa.org/article/usa-2020-etat-du-desordre-profond>

Un extrait.

• [Caitline Johnstone](#) s'attache avec un zeste de citron et beaucoup de poivre-et-sel sur le "petit dernier", *Puppet Pete*, le "premier candidat aux présidentielles fabriqué en laboratoire" selon une feuille de route composée sur un beau rythme par la CIA, Pete (imprononçable) Buttigieg. La marionnette fait tellement figure de marionnette qu'elle est une cible rêvée pour les commentateurs-dissidents, dans une saison électorale où la manipulation et la fraude prennent des allures de sport national des élites politiques.

Aussi Johnstone ne se passionne pas trop pour l'élection elle-même, ses résultats, le futur nouveau-président, etc. Elle dit être intéressée, essentiellement, par les réactions des électeurs devant les manipulations de leurs votes, devant les dissimulations, les corruptions diverses, les informations orientées, les tromperies et les fraudes...

« Comme je l'ai déjà dit à maintes reprises, je m'intéresse à cette élection présidentielle non pas parce que je me fais des illusions sur la possibilité qu'une élection présidentielle puisse changer quelque chose mais parce que les tentatives de manipulation et la réaction du public à ces manipulations pourraient faire bouger quelque chose d'une façon qui irait dans le sens du changement. Si suffisamment de personnes dans la nation la plus puissante du monde se rendent compte qu'elles n'ont pas le type de système politique qu'on leur a enseigné à l'école, si elles réalisent que tout ce qu'on leur a dit sur le fonctionnement de leur gouvernement est un mensonge, si elles réalisent que leur vie a été rendue si inutilement difficile par une classe oligarchique au pouvoir qui a intérêt à les maintenir dans la pauvreté et la distraction, eh bien, alors nous sommes en présence d'une véritable force de transformation.

» Alors on peut envisager la possibilité d'une véritable révolution. Pas une révolution violente ; celles-ci entraînent toujours la poursuite des mêmes maux sous un système différent, et il n'y a rien de révolutionnaire là-dedans.

*» Je parle d'une **véritable** révolution. Une révolution où les gens commencent à ouvrir les yeux sur le fait que toute leur perception de ce qui se passe dans le monde résulte d'une manipulation psychologique de masse tout au long de leur vie, aux mains d'un système éducatif biaisé, des médias contrôlés par des milliardaires et de l'establishment politique. »*

Lagarde pilote, si on peut dire, les yeux fixés sur le rétroviseur. Elle ne voit pas le mur.

Lagarde n'est ni colombe, ni faucon, elle est une chouette; elle porte une broche de chouette pour le rappeler. Hélas, elle n'en a pas les qualités.

Elle a prononcé mardi un discours au Parlement européen dans lequel elle a évoqué la nécessité d'une Union Monétaire (UEM) plus complète, conformément à son deal avec Macron lors de sa nomination:

«Permettez-moi d'expliquer ce que je veux dire par une UEM plus complète... une union bancaire complète, soutenue par un régime commun d'assurance des dépôts; une véritable union des marchés des capitaux qui oriente l'investissement vers des utilisations innovantes et productives; et une fonction centrale de stabilisation comme ligne de défense commune contre les chocs. Une UEM plus résiliente avec ces éléments ne contribuerait pas seulement à protéger nos niveaux de vie contre les développements nationaux et mondiaux défavorables. Il soutiendrait également l'influence de l'Europe dans le monde, notamment en rendant l'euro plus attractif dans le monde. »

Une analyse superficielle, des mots creux, aucune vision, aucune dialectique, on reste dans le pur discours d'élite dépassée.

Rendez vous compte de cette billevesée; *« soutenir également l'influence de l'Europe dans le monde, notamment en rendant l'euro plus attractif dans le monde. »* Alors que l'Europe est incapable de résister à l'overreach juridique américain, de s'opposer à ses embargos, qu'elle se couche quotidiennement devant l'OTAN et Stoltenberg, que ses banques mendient des dollars! On croit rêver! Toutes les conditions de la vassalité sont là et se renforcent et notre chouette imagine qu'elle va re-fabriquer un euro raté en un fier euro souverain, influent, attractif sinon flamboyant.

J'ai déjà dit, en son temps que le mandat de Lagarde vis à vis de Macron était l'harmonisation fiscale avec un EUROBOND. Tout ce qui est énuméré ci dessus va dans ce sens, car ce qui est énuméré ce sont les conditions de faisabilité d'un eurobond. Ce n'est pas une adaptation au monde, c'est une tentative imbécile de corriger les erreurs du siècle dernier, les erreurs faites lors de la mise en place de cette monnaie avorton.

L'eurobond c'est un regain d'un vieux mythe, lequel est maintenant dépassé, archi dépassé comme toujours s'agissant de l'Europe; on a un train de retard; on résout les problèmes d'hier.

-le mythe de la convergence a cessé de produire effet, ce qui compte au contraire c'est la diversité des solutions proposées/inventées pour l'adaptation au nouveau monde

-L'Allemagne n'est plus une locomotive ou un modèle, c'est l'homme malade de l'Europe, à nouveau

-l'eurobond existe déjà dans les faits, c'est le portefeuille de la BCE laquelle a prêté l'actif de son bilan pour créer un eurobond synthétique. On ne peut faire mieux sauf à changer l'étiquette sur le flacon.

Le problème que devrait affronter l'Europe c'est la modification radicale de son environnement et sa conception de sa place dans la globalisation chancelante, stratégiquement belliqueuse.

Rien de tout cela n'est abordé, « ils » sont aveugles car monopolistiques et donc dépassés. A force de se surestimer, à force de regarder dans le rétroviseur, ils se fracassent dans le mur de l'avenir.

Lagarde a un programme politique alors qu'elle n'a aucune des qualités requises pour en faire. C'est, comme Sarkozy, Macron une femme du passé. Lagarde comme Macron ne regarde pas le monde, elle a les yeux fixés

sur l'Allemagne et veut s'adapater a ce que l'Allemagne exigeait du temps de Schauble! C'est cela avoir une vision d'avenir, des yeux de chouette?

Les rythmes déphasés d'une crise globale

François Leclerc 11 février 2020

Il y a deux manières de décrire les derniers rebondissements de la crise politique européenne en Allemagne et en Irlande : en constatant que tout est ouvert ou bien que les incertitudes sont fortes, ce qui n'est d'ailleurs pas incompatible. Avec la démission inopinée de la présidente de la CDU, résultat d'un profond clivage en son sein, et le succès électoral historique et inattendu du Sinn Féin, les cartes vont être dans les deux cas redistribuées, mais comment ?

La longue ère de stabilité allemande est révolue avec un paysage politique qui a totalement évolué. Le score atteint par l'AfD d'extrême-droite, notamment dans les anciens territoires de la RDA, exerce une forte pression en faveur d'une alliance restée jusque-là taboue sur une CDU déclinante. Une telle dérive représente un véritable cataclysme et a pris à contre-pied sa présidente, candidate naturelle à la succession d'Angela Merkel qui l'a intronisée.

Les nouveautés ne s'arrêtent pas là, car la CDU/CSU comme le SPD connaissent une forte érosion électorale, et le FDP pourrait à la prochaine occasion disparaître du Bundestag une fois descendu sous la barre des 5%. À gauche, Die Linke se maintient tandis que les Verts, qui jouent de plus en plus une carte au centre de l'échiquier politique, connaissent une forte progression.

La question se posait de savoir jusqu'à quand tiendrait la coalition actuelle, une autre l'accompagne dorénavant : Angela Merkel va-t-elle aller jusqu'au terme de son mandat ? Le tabloïd *Bild*, l'un de ses plus fidèles soutiens, réclame désormais sa démission lui reprochant deux grands échecs à propos de l'immigration et du climat. La liste des prétendants à sa succession est déjà sur la table mais, au-delà des candidatures, c'est l'orientation stratégique d'une CDU qui perd des votes au profit de l'AfD et des Verts qui est en cause. Angela Merkel ira peut-être jusqu'au bout de son mandat, le SPD ne prendra peut-être pas l'initiative d'une rupture, mais on assiste de toute façon à la fin d'une histoire, la polarisation politique allant interdire de continuer comme avant.

En Irlande, la victoire électorale du Sinn Féin est confirmée, rendant incertaine la composition du futur gouvernement irlandais. Deux partis de gouvernement se partageaient jusqu'à maintenant le pouvoir, ils sont désormais trois à avoir le même nombre de députés, devenus aptes à le revendiquer, ce qui va singulièrement compliquer la recherche d'une majorité parlementaire. Une alliance Sinn Féin-Verts-Labour n'en disposerait pas et, pour bien faire, il faudrait en constituer une avec le Fianna Fáil de centre droit, qui est divisé à ce sujet, et y inclure également soit le Labour, soit les Verts. Pas besoin d'être devin pour prédire que du temps va être nécessaire pour trouver une issue.

Devenue globale, la crise s'est installée. Mais elle ne fonctionne pas au même rythme selon ses dimensions financières, sociales ou politiques, l'une des raisons pour lesquelles elle est destinée à durer, sa solution devant être elle aussi globale. Mais la nouvelle dimension de la crise climatique a la particularité qu'il n'est pas possible de tergiverser devant elle, sauf à en subir d'irréversibles conséquences.

Les ODS Bruxellois (Oints du Seigneur) ne changeront jamais.

Charles Gave 10 février, 2020

[Jean-Pierre : exemples de stratégies politiques.]

Je dois confesser quelque chose : analyser les processus de décision des ODS Bruxellois me remplit de bonheur tant on peut -être certain qu'il sera à la fois prévisible et non-démocratique mené qu'il sera toujours par des gens qui ont toujours fait preuve de la mauvaise foi la plus totale.

Nous en avons encore un exemple parfait avec les négociations qui s'engagent entre la Grande-Bretagne et la Commission Européenne sur les aspects « techniques » qui doivent être acceptées par les deux parties pour éviter une sortie sans accord du Royaume Uni.

Rappelons que, ou cette négociation échoue, et la Grande-Bretagne sort de l'Europe, les accords du GATT s'appliquant dans ce cas, ou la négociation réussit et une sorte de libre échange s'installe entre la Grande-Bretagne et la zone européenne.

Dans le second cas, nombre de pays se diraient sans doute qu'avoir le libre échange sans avoir Bruxelles serait une situation gagnant- gagnant.

Il me faut donc répéter ce que j'ai écrit juste après le référendum britannique : le but des ODS n'est **pas** de trouver un accord satisfaisant pour les deux parties, mais de **punir** le peuple anglais de son outrecuidance et si cela requiert une crise massive dans les économies du vieux continent, eh bien *on ne fait pas des omelettes sans casser des œufs*. Je vois les œufs cassés, j'attends toujours l'omelette.

C'est ce que vient de dire notre Président quand il a dit, avec un fier mouvement de menton, qu'il voulait que le Royaume-Uni « *paye* » alors même que **rien** dans les traités ne prévoit qu'en cas de sortie de l'Union de l'un de ses membres, ce membre ait à payer quoi que ce soit.

Les Anglais paieront, s'ils le veulent bien, ce qui paraît peu probable en l'absence d'accord.

Il n'en reste pas moins qu'immédiatement les ODS se mirent au travail en vue d'un résultat, qui n'a JAMAIS changé et n'est pas près de changer : préserver leur pouvoir.

La première chose que firent nos ODS fût bien sûr ce que fait tout bon bureaucrate quand on le met face à une échéance : assurer avec autorité que, compte tenu de la complexité des problèmes totalement sous-estimée par des élus incompetents, il allait falloir beaucoup, beaucoup plus de temps.

Un délai raisonnable aurait dû être quatre ou encore mieux cinq ans tant ces négociations s'annonçaient difficiles.

Et à dire vrai, cinq ans apparaissent comme un minimum puisque d'ici cinq ans les Britanniques iront aux urnes à nouveau et que si BOJO et le Parti Conservateur se présentent aux électeurs sans avoir réglé le problème, il est sûr qu'ils seront battus, ce qui bien entendu est le seul et unique but des ODS Bruxellois.

Première manœuvre totalement prévisible des ODS donc ...

Et ce bon BOJO, en riant sans-doute sous cape, de leur annoncer qu'accord ou pas, les négociations se termineraient fin Décembre 2020 et que faute d'accord, les procédures standards du Gatt s'appliqueraient entre la Communauté et la Grande-Bretagne, ce qui voudrait dire au passage que le Royaume-Uni ne verserait pas les dizaines de milliards d'Euros promis au cas où un accord ne serait pas signé en temps utile...ce qui mettrait le budget européen dans une situation impossible.

Première défaite donc pour ODS, et alors même que les hostilités n'ont pas vraiment commencées.

Voilà qui donne confiance pour la suite.

Et la suite on la connaît déjà puisque le négociateur en chef pour Bruxelles n'est autre que monsieur Barnier.

- Eh oui, le même monsieur Barnier qui avait négocié des accords auxquels avec madame May auxquels rien ne pouvait être changé (c'est du moins ce qui fût dit à Boris Johnson quand il devint premier ministre) et qui furent néanmoins transformés de fond en comble dès que Boris agita la menace de la sortie sans accord (voir mon article à l'époque).
- Le même monsieur Barnier qui avait comploté avec toutes les forces anglaises globalisantes s'opposant à la sortie de la Grande-Bretagne pour bloquer le fonctionnement du parlement Britannique en intervenant de façon éhontée dans les affaires intérieures d'un pays. Il faut noter à ce point du raisonnement que pas un seul des députés qui ont soutenu monsieur Barnier quand ils étaient au parlement britannique n'a été réélu, les britanniques ne plaisantant pas avec ceux prêts à vendre pour un plat de lentilles la souveraineté du pays.
- Le même monsieur Barnier qui est connu pour une absence absolument totale de charisme et qui fut, avec Juncker, la tête de turc de Farage au parlement européen et qui, pas une seule fois ne trouva quoique que ce soit d'amusant à retorquer au tribun britannique...

Et c'est là où l'on voit tout le machiavélisme de nos ODS dont il serait stupide de penser qu'ils le sont.

Quoi de plus malin que de nommer à nouveau comme négociateur en chef un homme qui insupporte les britanniques au plus haut point et qui a déjà lamentablement échoué ?

“On” est à peu près sur du résultat.

Mais qui est ce « on » ?

Bonne question et voici la réponse : l'Etat profond européen, ce qui est un paradoxe car il n'y a pas d'Etat européen.

Mais il y a à l'évidence un Etat Profond Européen composé de l'Otan, de la Commission, des Cours de Justice, des grands lobbystes, de la plupart des media, d'un bon nombre de membres du Parlement Européen ainsi que de moult sous-marins chargés de noyauter les vrais Etats en Europe.

Et leur méthode a toujours été la même, celle dite du « cliquet » inventée par Jean Monnet.

Je dois rappeler ici en quoi elle consiste.

Imaginons que cette classe (caste ?) ait décidé qu'il était inconcevable que les pays liés par les traités européens conservent leur souveraineté juridique.

En aucun cas, un tel projet ne serait accepté par les populations locales. Et donc, on va procéder par étapes, petit à petit. Un exemple : La France est signataire du traité de Marrakech. Mais en aucun cas, nous disent les eurocrates, ce traité ne devrait s'appliquer à elle (pourquoi avoir signé dans ce cas ?).

Un jour cependant, l'une des deux cours de justice européennes devra traiter d'un conflit opposant un immigré à notre pays. Un arrêt sera rendu nous donnant tort et du coup le traité s'appliquera sans que quiconque puisse protester.

Le principe est toujours le même :

1. L'abandon de souveraineté est « minime » mais nécessaire pour que la construction européenne continue.

2. Une fois l'abandon voté par les eurocrates nationaux, on se rend compte qu'il n'était pas si petit que ça puisqu'il est interdit de revenir en arrière, comme on l'a vu. Une souveraineté abandonnée l'est pour toujours et à jamais (effet de cliquet).
3. Si par hasard, l'erreur a été commise de demander son avis au peuple par un referendum et que la première réponse ait été « non », on fera revoter le peuple autant qu'il le faudra, jusqu'à ce qu'il apporte la bonne réponse (cf la Constitution européenne, refusée par le peuple et imposée par les parlementaires sous monsieur Sarkozy.) A ce moment-là, le vote devient irréversible et engage les générations futures à jamais.
4. Ceux qui dénoncent ces manœuvres sont assimilés aux personnes qui ont causé les « heures les plus sombres de notre histoire » par la fameuse « reductio ad Hitlerium », couplée à l'accusation qu'ils veulent la guerre entre nations européennes.

Et voilà qui avait très bien marché jusqu'à ce que monsieur Cameron fasse l'erreur fatale de demander aux britanniques s'ils voulaient rester dans la construction du Léviathan.

Et bien sûr, ces braves gens répondirent non, à la stupéfaction générale tant les ODS pensent que le peuple est idiot.

Mais cette décision d'un peuple retrouvant sa souveraineté fait sauter de façon irrémédiable **le principe même du cliquet** ayant permis tous les abandons de souveraineté consentis jusqu'à ce point.

Ce qui risque de foutre en l'air l'Etat profond européen dont le personnel va peut-être devoir travailler pour vivre.

En fait, c'est la survie même de cet état profond que le départ de la Grande-Bretagne met en danger.

Et pour l'instant, ce sont les membres de cet Etat profond qui se sont auto-sélectionnés pour mener les discussions et ils ont un but et un seul, préserver le pouvoir qu'ils se sont attribué sans avoir à passer par la case « élections ».

Ce qui veut dire qu'un combat **à mort** est engagé entre la souveraineté du peuple britannique et l'Etat profond européen et que donc tout sera fait pour qu'une crise profonde frappe la Grande-Bretagne quand bien même le prix à payer pour le reste de l'Europe serait très, très élevé.

Mais c'est là que les gouvernements des autres pays en Europe risquent d'intervenir pour remettre au pas les Barnier de ce monde et là, je pense surtout à l'Allemagne qui a un considérable excédent de son commerce extérieur avec la Grande-Bretagne et qui est dans une situation tant politique (montée de l'AFD) qu'économique désastreuse (effondrement mondial de l'industrie automobile) ...

Voici donc ce qui va se passer à mon avis dans les 12 mois qui viennent.

1. Monsieur Barnier continue son travail de sape, avec l'aide du gouvernement français qui par exemple propose aux allemands de partager avec eux l'arme atomique, ce qui reviendrait à abandonner l'Otan. On imagine l'enthousiasme à Berlin.
2. Au bout de trois mois de blocage, BOJO décroche son téléphone pour appeler madame Merkel et lui signifie qu'il songe à interdire la vente au Royaume- Uni d'une grande partie des produits allemands faits avec du charbon, car cela met très en colère la jeune Greta et les écologistes britanniques.
3. Madame Merkel appelle monsieur Barnier pour lui dire que les bêtises ont assez duré et qu'à partir de maintenant, il est mis sous tutelle.
4. Fureur de monsieur Macron. La réalité est pourtant très simple. Soit monsieur Macron se couche, soit-il ne se couche pas, mais dans les deux cas, l'Etat profond européen est cuit puisqu'il est apparu pour ce

qu'il est, c'est-à-dire une tentative par les hauts fonctionnaires français de contrôler les autres pays européens.

5. Monsieur Salvini, revenu au pouvoir en Italie annonce qu'il demande une grande convention pour réintroduire un semblant de démocratie en Europe. La Pologne, la Hongrie, la Tchéquie approuvent cette initiative. Monsieur Macron refait une colère, à laquelle personne ne prête la moindre attention...
6. L'Euro tombe en dessous d'un dollar. Monsieur Trump impose des droits de douane sur les produits de la zone Euro.
7. La Grande-Bretagne obtient son accord de libre-échange et les conservateurs Suédois demandent qu'un referendum soit organisée sur le maintien de la Suède dans l'Union Européenne

Malheureusement, c'est à ce moment-là que ma boule de cristal se brouille...



Jerome Powell présente son diagnostic économique devant le Congrès, quid du “repo” ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 11 février 2020



La FED vient de rendre public le texte du “témoignage” de Jerome Powell devant la commission des finances du Congrès programmé dans l’après-midi (et devant le Sénat demain) : la banque centrale confirme ses craintes de voir l’épidémie de coronavirus avoir un “effet disruptif” et perturber la croissance mondiale.

Mais aux Etats-Unis, la consommation demeure solide et devrait permettre à l’économie de continuer de croître à un rythme modéré.

Il en va de même pour le budget fédéral 2020 qui pourrait (notez ce conditionnel) soutenir la croissance.

Pour l'heure, le plein emploi est au rendez-vous et l'accord commercial avec la Chine réduit les incertitudes sur l'activité économique.

En ce qui concerne l'intervention quotidienne sur le "Repo", la FED devrait mettre sur pied de nouvelles mesures pour assurer le bon fonctionnement de l'interbancaire.

Nul doute que ce dernier point suscite le plus vif intérêt des marchés car les injections massives pratiquées depuis le 16 septembre rendent Wall Street invulnérable à tous les vents contraires... et notamment à la situation épidémiologique chinoise.

Les élites jouent votre retraite aux dés

rédigé par [Bruno Bertez](#) 12 février 2020

Après avoir manipulé les marchés, la masse monétaire, les taux d'intérêt... les autorités s'en prennent au trésor de votre épargne – et de votre retraite.

La hausse boursière n'est qu'un leurre, entièrement déconnecté de la réalité, [disions-nous hier](#). Il y a cependant un aspect qui justifie une valorisation plus élevée des titres boursiers : la comparaison entre le rendement obtenu par un placement sans risque comme l'emprunt d'Etat allemand ou américain et la rentabilité/le rendement des titres.

En effet, si le rendement des fonds d'Etat baisse par décision de la banque centrale, alors les capitaux qui sont placés en fonds d'Etat peuvent se déplacer et venir sur le marché des titres afin d'y chercher une rémunération supérieure. Cela signifie que le cours des titres va monter, de façon justifiée, jusqu'à ce que les rendements s'égalisent... mais c'est temporaire : cela ne vaut que pendant le temps où la banque centrale maintient les taux bas et/ou les fait baisser.

Si on maintient les taux sur les fonds d'Etat bas pendant cinq ans, alors, pour en tenir compte, les titres méritent une petite prime qui représente la valeur du supplément de rendement qu'ils procurent.

Rien ne rapporte quoi que ce soit

Si les fonds d'Etat à 10 ans rapportent 0%, les arbitrages fonds d'Etat contre titres vont continuer jusqu'à ce que le rendement/rentabilité des titres devienne égal à celui des fonds d'Etat, c'est-à-dire 0%.

En clair, dire que si les taux baissent au point de devenir nuls, cela justifie des cours plus élevés sur les titres, équivaut à dire que les titres doivent eux aussi ne rapporter que zéro.

Nous sommes dans cette situation pour qui sait compter. Rien ne rapporte quoi que ce soit, tous les rendements sont nuls... et s'ils ne le sont pas encore, ils le seront. Entre temps il y aura eu des accidents, des baisses, des poussées de volatilité qui font que vous serez enclins à vendre au plus bas dans ces poussées.

La politique suivie par les autorités monétaires est cynique à quatre points de vue :

- elles enrichissent sciemment les riches, lesquels sont les détenteurs de portefeuilles boursiers ;
- elles le font avec de l'argent tombé du ciel – argent qui, par l'effet Cantillon, dilue le pouvoir d'achat futur de la population ;

- elles essaient d’attirer les particuliers et surtout leurs caisses de retraites sur le marché boursier en mettant à zéro le rendement de tous les placements, ce qui incite/oblige au jeu ;
- elles créent par le jeu et la spéculation un risque considérable pour la stabilité financière.

Elles branchent une loterie sur le marché boursier comme le fit John Law rue Quincampoix – en sachant qu’à cette loterie, au moment du tirage, le public sera perdant sinon ruiné.

Les caisses de retraite rejoignent la loterie

Dire que les cours actuels pratiqués sur le marché boursier sont justifiés, c’est dire que ce que les joueurs recevront d’ici quelques années – dans un mois, dans un an, dans 10 ans – ne sera, au mieux, pas supérieur à ce qu’ils ont investi... ou plutôt pas supérieur à ce qu’ils ont misé !

Nous ne sommes en effet pas dans l’investissement, nous sommes dans le jeu.

Adam Smith comme John Law ont découvert une vérité qui, depuis, a toujours été utilisée par les élites :

Les gens ont une tendance irrépressible à surestimer leurs chances de gagner au jeu.

A partir de ce constat, il est toujours possible de vendre quelque chose plus cher, trop cher, en branchant sur cette chose une loterie.

Ce fut fait pour les loteries du Roi qui étaient un impôt sur les pauvres, pour les assignats qui ont permis la constitution des fortunes de la haute bourgeoisie actuelle... et maintenant on va plus loin, on utilise le jeu à grande échelle en faisant jouer non seulement le public, mais surtout son trésor : ses caisses de retraites.

Le vrai trésor des temps modernes, ce sont les milliers de milliards des caisses de retraites. C’est ce trésor que les autorités sont acharnées à confisquer, à faire venir en Bourse, c’est celui des caisses, de vos caisses. Il faut, comme disent les gouverneurs de la Fed, les faire monter dans l’échelle du risque : il faut les faire jouer.

Les chiffres, ces menteurs patentés

rédigé par [Bill Bonner](#) 12 février 2020

Les chiffres ont une apparence scientifique – mais en réalité, on peut le faire dire tout et n’importe quoi. Les autorités américaines ne s’en privent pas...



Aujourd'hui nous regardons les chiffres. C'est fou, tout ce qu'on peut faire avec des chiffres...

Ils ne sont que 10... mais on peut les combiner en une séquence aussi longue que l'on veut.

Ensuite, selon l'endroit où l'on met la virgule, on peut décrire soit la distance jusqu'à Pluton... soit l'épaisseur d'une molécule...

Vérités tordues

Les chiffres peuvent être aussi stricts qu'un niveau à eau... ou aussi tordus que le budget américain.

Ils ne mentent peut-être pas. Mais ils peuvent cacher la vérité, la déguiser, ou encore prétendre qu'elle existe là où elle n'est pas.

Additionnez assez de chiffres douteux, vaseux et baveux, par exemple, et vous terminez avec le taux de croissance du PIB US.

Les autorités l'obtiennent en soustrayant l'indice des prix à la consommation (IPC) du chiffre de la croissance nominale. L'économie se développe, en termes nominaux, de 4%... et l'inflation (l'IPC) est à 2%. En défalquant l'une de l'autre, ils obtiennent 2%.

Supposons maintenant que l'on calcule l'IPC comme le faisait le gouvernement américain en 1980, par exemple.

L'économiste John Williams, du site Shadowstats, suit encore ces chiffres. Il obtient un taux d'inflation de 10%. Otez cela de la croissance nominale, qu'obtient-on ? Moins 6% !

Qu'est-ce que ça signifie, en fait ?

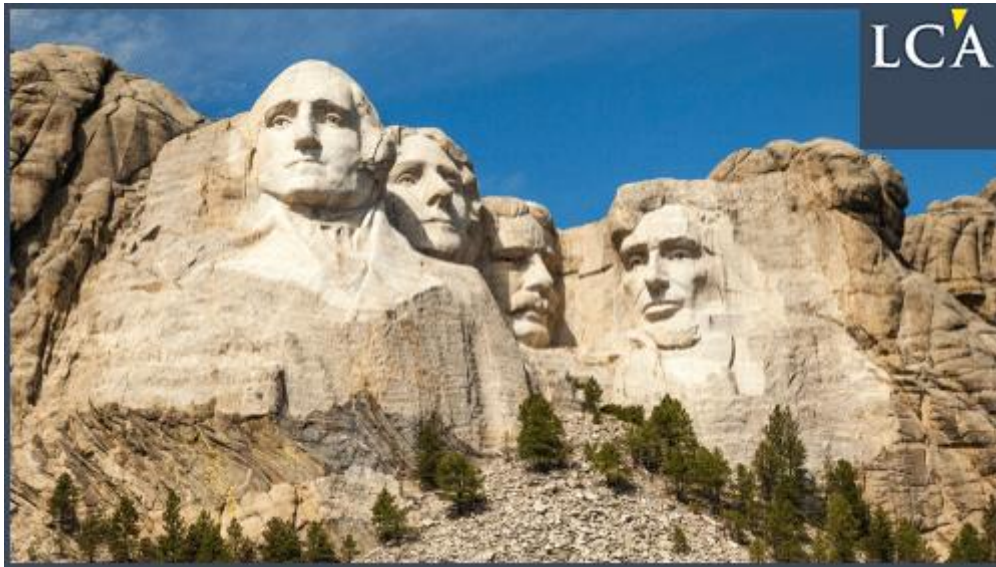
Nous y reviendrons dans un instant. D'abord, rappelons pourquoi nous nous donnons la peine de regarder les chiffres...

Les chiffres ne font pas tout

Nous sommes d'avis que les Etats-Unis sont sur le déclin [depuis 20 ans au moins](#). Le Donald, de son côté, affirme qu'[il a mis fin à ce déclin](#) lorsqu'il a pris son poste en janvier 2017.

Ces deux derniers jours, nous avons vu que les chiffres ne font pas tout. Pour beaucoup de gens, le simple fait d'avoir [un président qui paraît ressentir leur douleur](#) et partager leurs espoirs et leurs rêves suffit.

Ses ennemis sont leurs ennemis. Ses batailles sont leurs batailles. Donald Trump en remontre aux Européens, au Canadiens, aux Chinois, au progressistes, aux charlatans et aux revendeurs de sottises. Nombre de personnes pensent que cela suffirait déjà à justifier sa présence sur le mont Rushmore.



Venons-en aux chiffres, cependant.

Généralement, les gens se tournent vers les chiffres du PIB – exprimés en monnaie – comme moyen de déterminer si les choses s’améliorent. Ils peuvent aussi examiner les salaires, ou les ventes.

Combien gagne l’individu moyen ? Combien les entreprises ont-elles vendu ? Combien de profits ont-elles engrangé ? « Quels sont les chiffres ? » demandent-ils.

M. Trump a peut-être bien « fait voler en éclats la mentalité du déclin américain », comme il l’affirmait lors d’un discours devant le Congrès US mardi soir. Mais les chiffres – pour ce qu’ils valent – disent autre chose...

Pas mieux qu’Obama

D’une manière générale, les chiffres économiques US – chômage, salaires, croissance du PIB, chiffres des ventes, productivité, investissement – ont soit poursuivi la trajectoire de fin d’expansion entamée pendant l’ère Obama... soit empiré.

Le chômage a continué à baisser, comme il le fait toujours lorsqu’une expansion touche à sa fin. Mais la « croissance de l’emploi » est plus lente qu’elle l’était durant les trois dernières années de la présidence Obama.

La croissance des ventes finales est plus basse, surtout lorsqu’on en retire les achats gouvernementaux.

Les investissements réels sont en moyenne inférieurs de moitié à ceux des années Obama.

La productivité ne s’est jamais développée plus lentement en 40 ans.

La croissance du nombre total d’heures travaillées dans l’économie a ralenti.

Et le déficit commercial est passé de 503 Mds\$ en 2016 à 617 Mds\$ en 2019.

Bien entendu, il y a bien plus de chiffres. Certains sont pour l’hypothèse du « retour » américain. D’autres non. Certains n’ont aucun sens. Nous ne comprenons pas bon nombre d’entre eux. On peut en faire ce qu’on veut.

Voici donc des chiffres simples qui valent la peine d’être notés...

Années de boom

La dette publique et la dette privée ont augmenté depuis fois plus vite entre 2017 et 2019 que durant les trois dernières années de la présidence Obama.

Le budget américain, lui aussi, a augmenté deux fois plus rapidement sous Trump que sous Obama.

Le déficit US a doublé, quant à lui.

La dette gouvernementale américaine est passée de 19 000 Mds\$ en 2016 au chiffre inattendu de 24 000 Mds\$ cette année, soit à peu près le même taux que durant les années Obama. Sauf que M. Obama régnait durant une récession ; M. Trump n'a eu que les années de boom.

L'une des promesses de campagne de M. Trump était d'éliminer la dette US en huit ans. Au lieu de cela, les budgets de M. Trump – si l'on part du principe qu'il sera réélu, et qu'il n'y aura pas d'incident financier ou économique – rajouteront 9 100 Mds\$ de dette... là encore, à peu près la même somme qu'Obama.

On accélère

La Fed a commencé à normaliser en décembre 2015, sous Obama. A l'époque, elle détenait 4 500 Mds\$ d'actifs à son bilan.

« Normaliser » signifiait augmenter le taux directeur de la Réserve fédérale et se débarrasser des 3 600 Mds\$ acquis par le biais de son programme d'assouplissement quantitatif (QE) suite à la crise de 2008-2009.

Ensuite, sous la pression de M. Trump, elle a fait une pause dans ses hausses de taux en février 2019. Six mois plus tard, elle a carrément inversé sa politique de « normalisation » et s'est remise à baisser ses taux, toujours sous la pression de la Maison Blanche.

Suite à quoi, en septembre, alors que son bilan était à 3 700 Mds\$, elle s'est lancée dans un programme de folie *repo*, regonflant une fois encore l'économie américaine à coup de planche à billets... et ramenant son bilan (une mesure approximative de la masse monétaire américaine) à des sommets record pour l'année.

Si l'on s'en tient aux chiffres, on ne trouve guère d'améliorations. Le contraire, même. Ils montrent exactement ce que nous supposions : le déclin accélère.

Mais attendez... même si les chiffres semblent plus scientifiques que les sentiments... nous savons que nous ne pouvons pas leur faire confiance. Et ils ne nous disent pas vraiment si les choses s'améliorent... ou s'aggravent.